



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 45 du 19 décembre 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 19 décembre 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1822
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	1822
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	1822
Arrêté du 26 octobre 2012 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP).....	1822
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	1822
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	1822
Arrêté du 14 décembre 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain.....	1822
Arrêté du 14 décembre 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain - Transformation du SIVM de l'Esch au Mad en syndicat mixte.....	1823
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1823
CABINET.....	1823
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1823
Arrêté n° 169/2012/SIDPC du 29 septembre 2012 portant approbation du plan particulier d'intervention du stockage de produits chimiques exploité par la société BRENNTAG LORRAINE dans la zone industrielle de la Croix de Metz, pôle industriel Toul Europe, secteur A, 2890 route de Villey-Saint-Etienne, à Toul.....	1823
Arrêté n° 15/2012/SIDPC54/secourisme du 23 novembre 2012 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours.....	1824
Arrêté n° 157/SIDPC du 26 novembre 2012 portant apposition d'une marque distinctive d'interdiction de survol du centre pénitentiaire de Nancy-Maxéville.....	1824
Arrêté n° 14/2012/SIDPC54/Secourisme du 3 décembre 2012 portant renouvellement de l'agrément de formations aux premiers secours à la croix-rouge française.....	1825
Arrêté n° 0170/2012/SIDPC du 6 décembre 2012 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public.....	1825
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1826
Bureau des usagers de la route.....	1826
Arrêté du 20 novembre 2012 relatif aux dépannages sur autoroutes non concédées et voies express.....	1826
Arrêté du 11 décembre 2012 portant renouvellement de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise.....	1826
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1827
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1827
Arrêté du 3 décembre 2012 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux d'Atton.....	1827
Arrêté du 11 décembre 2012 autorisant la dissolution du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize (SSPIV) et fixant les conditions de liquidation du syndicat.....	1828
Arrêté interpréfectoral du 13 décembre 2012 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulain ainsi que les mises à jour des statuts et les précisions concernant la définition de l'intérêt communautaire.....	1829
Bureau des procédures environnementales.....	1829
Arrêté du 4 décembre 2012 relatif à l'habilitation de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle pour participer aux débats sur l'environnement.....	1829
Arrêté du 10 décembre 2012 portant renouvellement de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).....	1830
Arrêté du 17 décembre 2012 déclarant cessibles les immeubles sis 1, chemin du Mourion, parcelle cadastrée section AC n°279, nécessaires à la réalisation du projet de logements sociaux sur le territoire de la commune de Saint-Max, quartier Saint-Michel/Jéricho.....	1831
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1832
Bureau de l'interministérialité.....	1832
Convention d'utilisation n° 54-2012-101 entre l'administration chargée des domaines et le Capitaine commandant l'escadron de gendarmerie mobile 16/7 à Baccarat.....	1832
Arrêté N° 12.BI.53 du 10 décembre 2012 accordant délégation de signature aux agents de permanence pour les week-ends de Noël 2012 et de Nouvel An 2013.....	1832
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1833
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1833
SECRETARIAT GENERAL.....	1833
Cellule juridique / Cabinet.....	1833
Arrêté N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 3 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, Directeur Interdépartemental des Routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.....	1833
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1836
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-0111 du 23 novembre 2012 portant arrêté temporaire pour la réglementation de la circulation sur la RN4, du PR 41+700 au PR 46+300 dans le sens Nancy - Strasbourg et du PR 46+000 au PR 39+500 dans le sens Strasbourg - Nancy.....	1836
SERVICE DES POLITIQUES ROUTIERES.....	1837
Arrêté 2012-DIR-Est-SPR-54 N° 015 du 30 novembre 2012 portant réglementation de la police de circulation sur l'autoroute A 330.....	1837
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1840
CELLULE JURIDIQUE.....	1840
Arrêté N° 2012-1449 en date du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.....	1840
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1844
Etablissements de santé.....	1844
Cellule offre de soins.....	1844
Arrêté ARS/DT 54 N° 1338/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1844
Arrêté ARS/DT 54 N° 1339/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1845
Arrêté ARS/DT 54 N° 1340/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1845
Arrêté ARS/DT 54 N° 1341/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1846
Arrêté ARS/DT 54 N° 1342/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1846
Arrêté ARS/DT 54 N° 1343/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1847
Arrêté ARS/DT 54 N° 1344/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Recherche et de Lutte contre le Cancer A. Vautrin à Vandœuvre-lès-Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1847
Arrêté ARS/DT 54 N° 1345/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1848
Arrêté ARS/DT 54 N° 1346/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat interhospitalier Nancéen de Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1848
Arrêté ARS/DT 54 N° 1347/2012 du 27 novembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Louis Pasteur - N° FINESS : 540000478.....	1849

Arrêté ARS/DT 54 N° 1348/2012 du 27 novembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 – Polyclinique Gentilly - N° FINESS : 540000486.....	1849
Arrêté ARS/DT 54 N° 1349/2012 du 27 novembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Polyclinique Majorelle - N° FINESS : 540013224.....	1849
Arrêté ARS/DT 54 N° 1350/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073.....	1850
Arrêté ARS/DT 54 N° 1351/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 014 312.....	1850
Arrêté ARS/DT 54 N° 1352/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pompey pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270.....	1851
Arrêté ARS/DT 54 N° 1353/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à 3H SANTE à Cirey-sur-Vezouze pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148.....	1851
Arrêté ARS/DT 54 N° 1389/2012 du 6 décembre 2012 modifiant l'arrêté ARS/DT 54 N° 1340/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1852
Arrêté ARS/DT 54 N° 1400/2012 du 12 décembre 2012 modifiant l'arrêté ARS/DT 54 N° 1389/2012 du 6 décembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1852
Cellule prévention et promotion de la santé.....	1853
Décision N° 2012-0900 du 26 novembre 2012 modifiant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Appartements de coordination thérapeutique (ACT) gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale - FINESS N° 54 002 182 1.....	1853
Cellule habitat-santé.....	1854
Arrêté N° 551/2012/ARS/DT54 du 29 novembre 2012 portant déclaration d'insalubrité irrémédiable de l'immeuble sis 15 rue de Verdun à Briey (54150).....	1854
Service VSSE.....	1855
Arrêté du 19 novembre 2012 portant dérogation à la limite de qualité du paramètre atrazine déséthyl pour l'eau destinée à la consommation humaine distribuée par la commune de Barisey-la-Côte.....	1855
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1406 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1856
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1407 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1856
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1408 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1857
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1409 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1858
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1410 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1859
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1411 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1860
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1412 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1860
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1413 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joef, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1861
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1414 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1862
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1415 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1863
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1416 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	1864
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1417 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1865
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1865
Service produits de santé et biologie.....	1865
Arrêté ARS n° 2012-1268 en date du 26 novembre 2012 portant modification de l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) d'Alpha Santé localisée à Mont-Saint-Martin (54350) et création d'un site d'implantation de la PUI au sein du centre de gériatrie le Kem à Thionville (57100) - N° FINESS Entité juridique : 570010181.....	1865
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1866
DIRECTION.....	1866
Arrêté n° 67/2012 du 10 décembre 2012 portant subdélégation de signature en faveur de la Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine.....	1866
Arrêté n° 69/2012 du 10 décembre 2012 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	1867
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1868
Récépissé du 30 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/788617637 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1868
Récépissé du 29 novembre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/752475400 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1869
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....	1869
Décision de fermeture définitive d'un débit de tabac en date du 14 décembre 2012.....	1869
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1870
Arrêté du 28 novembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Paul LAUER, Inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers - Service des impôts des entreprises de LONGWY.....	1870
TRESORERIE DE LUNEVILLE.....	1870
Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Laurence GEORGE, Contrôleur des Finances Publiques.....	1870
Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Pascal ADELE, Contrôleur Principal des Finances Publiques.....	1870
Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Marc ESSER, Inspecteur des Finances Publiques.....	1871
Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Anne Marie GUIHO, Inspecteur des Finances Publiques.....	1871
Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Marie-Jeanne JACQUINET, Contrôleur des Finances Publiques.....	1871
TRESORERIE DE VANDOEUVRE-LES-NANCY - COLLECTIVITES.....	1872
Procuration du 1er décembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Monsieur Olivier GAUFFRE, Contrôleur des Finances Publiques.....	1872
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1872
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1872
Unité forêt chasse.....	1872

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Année 2012.....	1872
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1872
Arrêté du 26 novembre 2012 portant modification du plan de prévention des risques miniers du secteur de Piennes sur le territoire des communes de Joudreville, Piennes et Mont-Bonvillers.....	1872
Arrêté du 26 novembre 2012 portant modification du plan de prévention des risques miniers du secteur de Trieux sur les communes d'Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles et Trieux.....	1873
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	1874
Arrêté du 26 novembre 2012 portant agrément de l'association de consommateurs Organisation Générale des Consommateurs (OR.GE.CO 54).....	1874
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1874
Service Solidarité Insertion.....	1874
Arrêté N° DDCS/SI/2012/116 du 30 novembre 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	1874
Arrêté N° DDCS/SI/2012/117 du 30 novembre 2012 complétant et modifiant l'arrêté DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle.....	1875
Arrêté du 3 décembre 2012 prolongeant le 5ème Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées.....	1875
Arrêté du 3 décembre 2012 portant sur l'élaboration du 6ème Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées.....	1875
DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX	
DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1876
Arrêté du 6 décembre 2012 accordant subdélégation de signature par le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Meurthe-et-Moselle.....	1876
AUTRES SERVICES.....	1877
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1877
DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	1877
Délégation de signature du 20 novembre 2012 de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du C.H.U. de Nancy.....	1877
Délégation de signature du 12 décembre 2012 de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du C.H.U. de Nancy.....	1878
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1879
AUTRES SERVICES.....	1879
MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1879
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1879
Avis de concours interne sur épreuves de Technicien Supérieur Hospitalier 2ème classe en date du 29 novembre 2012.....	1879
Avis de concours externe sur titres de Technicien Supérieur Hospitalier 2ème classe en date du 29 novembre 2012.....	1879
CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT.....	1880
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES AFFAIRES MEDICALES.....	1880
Avis de concours sur titres de Cadre de Santé en date du 3 décembre 2012.....	1880
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	1880
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1880
Décision d'ouverture d'un concours sur titres interne pour le recrutement de deux Cadres de Santé en date du 12 décembre 2012.....	1880
Décision d'ouverture d'un concours sur titres externe pour le recrutement d'un Cadre de Santé en date du 12 décembre 2012.....	1881
FRANCE TELECOM.....	1881
Avis concernant la publication de travaux de construction d'un nouveau réseau de communications électroniques sur les communes de VERNEVILLE (code postal 57130, code INSEE 57707) et SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (code postal : 57118, code INSEE : 57620).....	1881

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE***Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles***Arrêté du 26 octobre 2012 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la circulaire n° INT K06 00053C du 16 mai 2006 relative à la mise en place du projet de services publics et de services au public en milieu rural ;

VU la circulaire n° INT K06 00073C du 2 août 2006 relative à la labellisation Relais Services Publics ;

VU le dossier de demande de labellisation déposé en préfecture le 24 septembre 2012 par la communauté de communes du Grand Couronné ;
CONSIDÉRANT que le projet de RSP présenté par la communauté de communes du Grand Couronné correspond au cahier des charges tel qu'il est défini dans la circulaire du 2 août 2006 ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions le label RSP peut être octroyé au projet porté par la communauté de communes du Grand Couronné ;
SUR proposition du sous-préfet chargé de mission de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le label de Relais Services Publics (RSP) est attribué au projet situé à Champenoux, porté par la communauté de communes du Grand Couronné.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 octobre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SOUS-PREFECTURE DE TOUL*Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles***Arrêté du 14 décembre 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17 et L. 5214-21 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.24 du 27 juin 2012 donnant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2011 portant changement de dénomination de la communauté de communes en « communauté de communes du Chardon Lorrain » ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1986 autorisant la création du syndicat intercommunal pour l'enseignement élémentaire et préélémentaire de la basse vallée du Rupt de Mad ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 mai 2006 portant changement de dénomination de cet établissement en « syndicat intercommunal scolaire du Val de Mad » et extension de ses compétences à la création et à la gestion d'une structure d'accueil périscolaire et des activités et installations sportives ;

VU la délibération du 25 septembre 2012 du conseil communautaire de la communauté de communes du Chardon Lorrain décidant de modifier ses statuts ;

VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 26 septembre 2012 ;

VU l'avis de la sous-préfète de Briey en date du 6 décembre 2012 ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

Arnaville (22 octobre 2012), Bayonville-sur-Mad (7 décembre 2012), Beaumont (15 octobre 2012), Bernécourt (27 octobre 2012), Bouillonville (28 septembre 2012), Charey (26 novembre 2012), Chambley-Bussières (23 novembre 2012), Dampvitoux (23 novembre 2012), Essey-et-Maizerais (12 octobre 2012), Euvezin (22 octobre 2012), Fey-en-Haye (27 novembre 2012), Flirey (19 octobre 2012), Hagéville (28 septembre 2012), Jaulny (12 octobre 2012), Limey-Réménauville (23 novembre 2012), Lironville (9 octobre 2012), Mandres-aux-4-Tours (9 octobre 2012), Onville (24 octobre 2012), Pannes (19 octobre 2012), Prény (9 novembre 2012), Puxieux (5 octobre 2012), Rembercourt-sur-Mad (24 septembre 2012), Saint-Baissant (8 octobre 2012), Saint-Julien-les-Gorze (19 novembre 2012), Seicheprey (4 octobre 2012), Thiaucourt-Regniéville (7 novembre 2012), Viéville-en-Haye (16 novembre 2012), Vilcey-sur-Trey (2 novembre 2012), Villecey-sur-Mad (5 décembre 2012) et Xammes (1er octobre 2012) ;

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée définies par les articles L. 5211-17 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales sont réunies ;

CONSIDÉRANT que la totalité du périmètre du syndicat intercommunal scolaire du Val de Mad est incluse dans le périmètre de la communauté de communes du Chardon Lorrain et que le principe de substitution visé au 2ème alinéa de l'article L. 5214-21 s'applique ;

ARRETE

Article 1er : La compétence « Action sociale d'intérêt communautaire », telle que définie à l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain, est étendue, à compter du 1er janvier 2013, à :

« L'organisation, le soutien et la création d'accueils périscolaires qui reçoivent :

- Soit avant et/ou après la classe et/ou sur le temps du midi,
- Soit lors de mercredis éducatifs pour les enfants scolarisés ».

Article 2 : La communauté de communes du Chardon Lorrain est substituée de plein droit au syndicat intercommunal scolaire du Val de Mad pour l'exercice de la compétence visée à l'article 1er.

Article 3 : Les nouveaux statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

Article 4 : Le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 14 décembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Arrêté du 14 décembre 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain - Transformation du SIVM de l'Esch au Mad en syndicat mixte

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5214-21 et L. 5711-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.24 du 27 juin 2012 donnant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2010 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) de l'Esch au Mad ;

VU l'arrêté préfectoral de ce jour autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du Chardon Lorrain à l'accueil périscolaire ;

CONSIDÉRANT que les communes de Beaumont, Bernécourt, Flirey, Limey-Réménauville, Lironville, Mandres-aux-4-Tours et Seicheprey, membres de la communauté de communes du Chardon Lorrain, adhèrent au SIVM de l'Esch au Mad ;

CONSIDÉRANT que la communauté de communes du Chardon Lorrain exerce la compétence « accueil périscolaire », également dévolue au SIVM de l'Esch au Mad, et que le principe de substitution prévu au dernier alinéa de l'article L. 5214-21 du code général des collectivités territoriales s'applique ;

ARRETE

Article 1er : Le syndicat intercommunal à vocation multiple de l'Esch au Mad est transformé en syndicat mixte à compter du 1er janvier 2013.

Les statuts sont modifiés en conséquence.

Article 2 : La communauté de communes du Chardon Lorrain se substitue aux communes de Beaumont, Bernécourt, Flirey, Limey-Réménauville, Lironville, Mandres-aux-4-Tours et Seicheprey au sein du comité syndical.

Article 3 : Le syndicat est composé des collectivités suivantes :

- Communauté de communes du Chardon Lorrain,
- Communes d'Ansauville, Grosrouvres et Hamonville.

Article 4 : La communauté de communes du Chardon Lorrain est représentée au sein du comité syndical par 14 délégués titulaires et 14 délégués suppléants.

Article 5 : Le sous-préfet de Toul, le président du SIVM de l'Esch au Mad et le président de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 14 décembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET***Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté n° 169/2012/SIDPC du 29 septembre 2012 portant approbation du plan particulier d'intervention du stockage de produits chimiques exploité par la société BRENNTAG LORRAINE dans la zone industrielle de la Croix de Metz, pôle industriel Toul Europe, secteur A, 2890 route de Villey-Saint-Etienne, à Toul**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive n° 96/82/CE du 9 décembre 1996 du Conseil de l'Union européenne modifiée concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (1), et notamment son article 44 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

VU le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde et pris pour application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan O.R.S.E.C. et pris pour application de l'article 14 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 modifié relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains ouvrages ou installations fixes pris en application de l'article 15 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation civile ;

VU le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et aux obligations des services publics de radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public et pris en application de l'article 8 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation civile ;

VU l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration du plan particulier d'intervention, pris en application de l'article 4 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;

VU l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif à la consultation du public sur le projet de plan particulier d'intervention de certaines installations, pris en application de l'article 8-II du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;

VU l'arrêté du 10 mars 2006 relatif à l'information des populations, pris en application de l'article 9 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;

VU l'arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte ;

VU la circulaire du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales n° INTE0700092C du 21 septembre 2007 relative aux plans particuliers d'intervention des établissements « Seveso seuil haut » ;

VU la circulaire interministérielle n° DEVP1020295C du 12 janvier 2011 relative à l'articulation entre le plan d'opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification O.R.S.E.C. afin de traiter les situations d'urgence dans les installations classées ;

VU la circulaire interministérielle n° DEVP1126807C du 20 février 2012 relative à la gestion des impacts environnementaux et sanitaires d'événements d'origine technologique en situation post-accidentelle ;

VU l'arrêté n° 2003/29/S.I.D.P.C. en date du 28 juillet 2003 du préfet de Meurthe-et-Moselle portant approbation du plan particulier d'intervention du stockage de produits chimiques appartenant à la société BRENNTAG LORRAINE à Toul ;
VU l'arrêté n° 17/2008/S.I.D.P.C. en date du 12 juin 2008 du préfet de Meurthe-et-Moselle prescrivant la révision du plan particulier d'intervention du stockage de produits chimiques exploité par la société BRENNTAG LORRAINE dans la zone industrielle de la Croix de Metz, 2890 route de Villey-Saint-Etienne, à Toul ;
VU les conclusions de l'étude de dangers initiale du 18 février 2002, de la tierce-expertise du 24 mai 2002, de l'étude de dangers du 13 janvier 2007 (prise en compte de l'arrêté ministériel dit « P, C, I, G » du 29 septembre 2005), complétée en décembre 2007 (analyse de risques, probabilité et modélisation des phénomènes dangereux, mesures de sécurité), en juin 2008 (exhaustivité des scénarios), le 23 octobre 2008 (modélisation d'un incendie sur un camion de chlore), en juillet 2009 (nouvelle modélisation du phénomène dangereux relatif au mélange incompatible de produits), et la tierce-expertise du 11 juin 2010 relative au choix du modèle utilisé pour la détermination des effets toxiques d'un mélange incompatible de produits ;
VU l'absence d'observation lors de la procédure réglementaire de consultation du public du 15 octobre 2012 au 16 novembre 2012 ;
VU les demandes officielles d'avis adressées le 12 septembre 2012 aux maires des communes de Gondreville, Toul et Villey-Saint-Etienne ;
VU l'avis du maire de la commune de Gondreville en date du 25 octobre 2012 ;
VU l'avis de l'exploitant du stockage de produits chimiques à Toul en date du 23 novembre 2012 ;
VU les avis des chefs des services déconcentrés de l'Etat, et de ses établissements publics, des chefs des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et des responsables des organismes publics ou privés appelés à intervenir dans le plan ;
SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le plan particulier d'intervention du stockage de produits chimiques exploité par la société BRENNTAG LORRAINE dans la zone industrielle de la Croix de Metz, pôle industriel Toul Europe, secteur A, 2890 route de Villey-Saint-Etienne, à Toul, annexé au présent arrêté, est approuvé et applicable immédiatement. Il s'intègre au dispositif O.R.S.E.C. départemental, dont il constitue un volet des dispositions spécifiques.

Article 2 : Ce plan sera révisé chaque fois que nécessaire et au moins tous les trois ans.

Article 3 : Les dispositions du plan s'appliquent sur le territoire des communes de Gondreville, Toul et Villey-Saint-Etienne. Les maires de ces communes doivent élaborer un plan communal de sauvegarde, conformément aux dispositions du décret n° 2005-1156 susvisé.

Article 4 : Les modalités d'alerte des populations concernées sont définies dans le plan particulier d'intervention annexé au présent arrêté.

Article 5 : L'arrêté n° 17/2008/S.I.D.P.C. en date du 12 juin 2008 du préfet de Meurthe-et-Moselle prescrivant la révision du plan particulier d'intervention du stockage de produits chimiques exploité par la société BRENNTAG LORRAINE dans la zone industrielle de la Croix de Metz, 2890 route de Villey-Saint-Etienne, à Toul, est abrogé.

Article 6 : L'arrêté n° 2003/29/S.I.D.P.C. en date du 28 juillet 2003 du préfet de Meurthe-et-Moselle portant approbation du plan particulier d'intervention du stockage de produits chimiques appartenant à la société BRENNTAG LORRAINE, à Toul, est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul, les maires des communes de Gondreville, Toul et Villey-Saint-Etienne, le directeur de l'entreprise BRENNTAG LORRAINE, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, l'ensemble des services et organismes mentionnés dans la mise en œuvre du plan particulier d'intervention sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. En outre, un avis indiquant les lieux où le plan peut être consulté, ainsi que le territoire sur lequel s'appliquent les dispositions du plan, sera inséré dans la presse locale.

Nancy, le 29 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 15/2012/SIDPC54/secourisme du 23 novembre 2012 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;
VU l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;
VU l'arrêté ministériel du 24 mai 1993 portant agrément à l'Union nationale des associations de secouristes sauveteurs PTT pour les formations aux premiers secours ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours à l'association des secouristes et sauveteurs des PTT de Meurthe-et-Moselle ;
VU les arrêtés préfectoraux des 2 mars 1998 et 8 juin 2000, 24 août 2004, 3 juin 2008, portant renouvellement de l'agrément à assurer les formations aux premiers secours à l'association des secouristes et sauveteurs PTT de Meurthe-et-Moselle ;
VU la déclaration de changement de dénomination en date du 27 décembre 2001 déposée par M. le Président de l'association des secouristes et sauveteurs PTT de Meurthe-et-Moselle, devenant ainsi l'Association des secouristes et sauveteurs de la Poste et de France Télécom Meurthe-et-Moselle ;
VU la demande de renouvellement d'agrément établie le 21 novembre 2012 par M. BORDOT, Président de l'UNASS 54 ;
SUR proposition de la sous-préfète, directrice de Cabinet,

ARRETE

Article 1er : L'association des secouristes sauveteurs de la Poste et de France Télécom est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les différentes formations aux premiers secours -PSC 1 -, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années, à compter de la date de notification du présent arrêté, et renouvelable sur sa demande ;

Article 2 : L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Article 3 : Mme la sous-préfète, Directrice de Cabinet, et M. BORDOT, président de l'association des secouristes sauveteurs de la Poste et de France Télécom Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs du département.

Nancy, le 23 novembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 157/SIDPC du 26 novembre 2012 portant apposition d'une marque distinctive d'interdiction de survol du centre pénitentiaire de Nancy-Maxéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'aviation civile ;
VU l'arrêté du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux ;

VU l'arrêté du 17 novembre 1958 modifié par l'arrêté du 5 juin 1978, réglementant la circulation aérienne des hélicoptères ;
VU l'arrêté du 15 juin 1959 précisant les marques distinctives à apposer sur les hôpitaux, centres de repos ou tout autre établissement ou exploitation, pour en interdire le survol à basse altitude ;
VU la circulaire du 29 décembre 2003 du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice préconisant l'apposition d'une marque distinctive d'interdiction de survol sur tous les établissements pénitentiaires ;
CONSIDÉRANT qu'il doit être mis en œuvre toutes mesures visant à protéger un établissement pénitentiaire contre les intrusions par voie aérienne ;
SUR proposition de la sous-préfète, directrice du cabinet ;

ARRETE

Article 1er : M. le directeur de l'établissement pénitentiaire de Nancy-Maxéville est autorisé à faire apposer à l'endroit du centre pénitentiaire sis sur les communes de Nancy – Maxéville, une marque distinctive d'interdiction de survol conforme aux dispositions techniques réglementaires de l'aviation civile.

Article 2 : La sous-préfète, directrice du cabinet, le directeur départemental des territoires, la déléguée de l'aviation civile pour la Lorraine et la Champagne-Ardenne, le directeur du centre pénitentiaire de Nancy-Maxéville sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 14/2012/SIDPC54/Secourisme du 3 décembre 2012 portant renouvellement de l'agrément de formations aux premiers secours à la croix-rouge française

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;
VU l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 portant agrément à la croix-rouge française pour les formations aux premiers secours ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours à la délégation départementale de la croix-rouge française ;
VU les arrêtés préfectoraux des 30 janvier 1996, 16 mars 1998, 7 mars 2000, 26 mars 2002, 15 avril 2004, 23 novembre 2006 et 25 novembre 2008, 7 décembre 2010, portant renouvellement de l'agrément à assurer les formations aux premiers secours à la délégation départementale de la croix-rouge française ;
VU la demande de renouvellement établie le 14 novembre 2012, par Mme la Présidente de la délégation départementale de la Croix-Rouge Française de Meurthe-et-Moselle, représentée par M. FELTIN Sylvain, Vice-Président de la Délégation départementale ;
VU l'arrêté du 6 novembre 2012, modifiant l'arrêté du 3 septembre 2012, fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours », et de l'arrêté du 4 septembre 2012, fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques » ;
VU l'article 8 des arrêtés des 3 et 4 septembre 2012 qui stipulent « le présent arrêté prendra effet le 1er juillet 2013 », date à laquelle les référentiels concernant le BNMPs seront élaborés par les organismes de formation ;
SUR proposition de Mme la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La Délégation Départementale de la Croix-Rouge Française est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les différentes formations aux premiers secours mentionnées dans la demande en date du 14 novembre 2012, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour la période allant jusqu'au 1er juillet 2013 en ce qui concerne les BNMPs, et de deux ans pour les autres formations, à compter de la date de notification du présent arrêté ;

Article 2 : L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 8 janvier 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

Article 3 : Mme la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, et M. le Vice-Président de la Délégation Départementale de la Croix-rouge française de Meurthe-et-Moselle, représentant légal de cet organisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 3 décembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 0170/2012/SIDPC du 6 décembre 2012 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R. 122-17, R. 123-11 et R. 123-12, R. 123-31 ;
VU le code du travail, et notamment les articles L. 920-1 à L. 920-13 ;
VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment les articles GH 60, GH 62 et GH 63 ;
VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48 ;
VU l'arrêté du 2 mai 2005 et son arrêté modificatif du 30 décembre 2010 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;
VU l'arrêté préfectoral n°0149/2012/SIDPC du 6/09/2012 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public
VU la demande du 24 septembre 2012 de transfert d'agrément de l'association A.L.A.J.I à A.L.A.J.I SAS ;

ARRETE

Article 1er : Suite au transfert de l'activité de formation de l'association A.L.A.J.I. à sa filiale A.L.A.J.I SAS, l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 0149/2012/SIDPC du 6/09/2012 portant agrément de l'association A.L.A.J.I., organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public est modifié comme suit :

au lieu de : A.L.A.J.I. - 17, rue du bois de la Champelle - 54500 VANDOEUVRE

lire :

A.L.A.J.I. SAS
17, rue du bois de la Champelle
54500 VANDOEUVRE

Article 2 : les autres articles sont sans changement.

Article 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 décembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des usagers de la route***Arrêté du 20 novembre 2012 relatif aux dépannages sur autoroutes non concédées et voies express**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2010 approuvant le cahier des charges des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral susvisé, relatif aux opérations de dépannage et d'évacuation des véhicules légers et des poids lourds sur le réseau des autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle par des dépanneurs agréés ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2010 portant agrément de M. Hervé ANTONIO, gérant de la société Frouard Automobiles en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle pour intervenir sur le secteur n°2 (A31 PR267,300 au PR249-Belleville-Laxou)

VU le courrier en date du 24 juillet 2012 de M. Hervé ANTONIO, gérant de la société Frouard Automobiles, faisant part de sa demande de résiliation de l'agrément sur le secteur 2, en qualité de dépanneur pour véhicules légers à compter du 31 décembre 2012 ;

CONSIDÉRANT que les établissements ADL assistance et AABSA dépannage agréés par arrêté préfectoral du 17 décembre 2010 comme dépanneur pour véhicules légers sur le secteur 2 ont accepté par courriers du 12 novembre 2012 d'organiser un tour de permanence renforcé sur le secteur à compter du 1er janvier 2013

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Article 1er : Il est mis fin à compter du 1er janvier 2013 à l'agrément de M. Hervé ANTONIO, gérant de la société Frouard Automobiles, située 4, rue du Maréchal Leclerc 54390 FROUARD en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 2 (A31 PR267,300 au PR2649 - BELLEVILLE-LAXOU)

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Hervé ANTONIO

dont copie sera adressée à :

- le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
- le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
- le directeur départemental de la sécurité publique,
- le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
- le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
- le directeur départemental des territoires,
- la directrice de la protection des populations,
- le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 20 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.*
- *Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du droit de la commande publique - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54036 NANCY CEDEX.*

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Arrêté du 11 décembre 2012 portant renouvellement de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales

VU le code des transports

VU la loi 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures dites de « petite remise »

VU la loi 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur de taxi et à la profession d'exploitant de taxi

VU le décret 77-1308 du 29 novembre 1977 portant application de la loi 77-6 relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise

VU le décret 86-427 du 13 mars 1986 portant création de la commission des taxis et des voitures de petite remise

VU les arrêtés préfectoraux du 28 octobre 2005 modifié, 10 août 2009 et 21 avril 2010

CONSIDÉRANT qu'il convient de procéder au renouvellement des membres de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : La commission départementale des taxis et voitures de petite remise présidée par le Préfet ou son représentant est renouvelée pour 3 ans comme suit :

A - Représentants de l'administration

- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ou son représentant

- Le colonel, commandant du groupement de gendarmerie ou son représentant

- Le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant

- La directrice départementale de protection de la population ou son représentant

B - Représentants des organisations professionnelles

Syndicat départemental des artisans taxis de Meurthe-et-Moselle (SDAT)

- Titulaires : M Dominique COUR, M Olivier VOISIN, Mme Marie-José REINNESS

- Suppléants : M Emmanuel VOINSON, M Jean-Marc JASIAK, M François VOINNESSON

Association artisanale des taxis de l'agglomération nancéienne (AATAN)

- Titulaires : M Frédéric REGNIER, M Jean-Michel DEMMERLE

- Suppléants : M Ludovic GALTIE, M Alexis JACSON (Sarl Jacson II)

C - Représentants des usagers

Association force ouvrière consommateurs (AFOC)

- Titulaire : M Michel JEANCENEL

- Suppléant : M André GANTOIS

Consommation, logement et cadre de vie (CLCV)

- Titulaire : M Michel SALMON ou en son absence un représentant désigné par le président de CLCV

Fédération départementale de l'industrie hôtelière de Meurthe-et-Moselle

- Titulaire M Gérard GATINOIS

- Suppléant : M Cyril POIROT

Indecosa CGT

- Titulaire : M Georges BERARDO ou en son absence un représentant désigné par le président d'Indecosa CGT

Union départementale des associations familiales (UDAF)

- Titulaire : M Pierre VIDAL

- Suppléant : Mme Michèle CHALON

Article 2 : Conformément à l'article 3 du décret 86-427 du 13 mars 1986 susvisé, des personnalités compétentes dans le domaine du transport urbain de personnes pourront être associées aux travaux de la commission avec voie consultative

Article 3 : Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département

Nancy, le 11 décembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 3 décembre 2012 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux d'Atton

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 juin 1952 autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux d'Atton ;

Vu la délibération du comité syndical en date du 10 juillet 2012 adoptant les nouveaux statuts du syndicat ;

Vu la lettre de notification de cette décision aux maires des communes membres du syndicat en date du 3 août 2012 ;

Vu les délibérations favorables des communes suivantes :

Atton (25/09/2012), Bouxières-sous-Froidmont (25/10/2012), Lesménils (27/09/2012) et Morville-sur-Seille (4/10/2012) ;

Considérant que l'absence de délibération de la commune de Mousson au terme du délai de 3 mois vaut avis favorable ;

Considérant que la majorité qualifiée requise par le code général des collectivités territoriales est atteinte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux d'ATTON sont approuvés.

Article 2 : Les statuts du syndicat resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal des eaux d'Atton sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes membres et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 décembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX D'ATTON

Préambule :

Le Syndicat Intercommunal des Eaux d'ATTON a été constitué par arrêté préfectoral en date du 05 juin 1952

Les statuts du syndicat ont fait l'objet de modifications par arrêté préfectoral suivant : 24 juin 1992

Les présents statuts annulent et remplacent ceux du 05 juin 1952 modifié par l'arrêté préfectoral du 24 juin 1992

Article 1er : Périmètre du Syndicat

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé un syndicat entre les communes suivantes :

- ATTON,

- BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT,

- LESMENILS,
- MORVILLE-SUR-SEILLE,
- MOUSSON.

Le syndicat est dénommé : Syndicat Intercommunal des Eaux d'ATTON. (SIEA)

Article 2 : Siège du Syndicat

Le siège du Syndicat est fixé à LESMENILS - 1 rue Saint Denis 54 700 LESMENILS.

Article 3 : Durée

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 4 : Compétence

Le Syndicat exerce en lieu et place des collectivités adhérentes la compétence « eau potable » qui comprend notamment :

- la production d'eau : prélèvement de l'eau par captage ou pompage, traitement de l'eau ; établissement des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- l'adduction d'eau : transport et stockage d'eau potable,
- la distribution de l'eau potable au moyen d'un réseau de canalisations jusqu'au branchement et aux compteurs des usagers.

Le syndicat peut également :

- réaliser des prestations de service dans les domaines présentant un lien avec ses compétences, dans le périmètre des communes adhérentes,
- assurer tout ou partie de la maîtrise d'ouvrage de travaux nécessitant une coordination avec des travaux entrepris par le syndicat pour ses propres ouvrages, à la demande des collectivités membres ou d'autres collectivités,
- vendre de l'eau potable en dehors de son périmètre et en importer éventuellement.

La défense incendie relève de la compétence et de la responsabilité des communes.

Néanmoins, dans la mesure où les besoins pour la défense incendie peuvent être satisfaits par les infrastructures du Syndicat, le réseau pourra supporter l'installation de matériel de défense incendie après accord du Syndicat et sur demande des communes.

Article 5 : Comité

Le comité syndical est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes adhérentes.

Chacune des communes membres sera représentée au comité par 3 délégués titulaires.

Chaque commune désigne également 3 délégués suppléants appelés à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement de délégués titulaires.

Un délégué suppléant peut remplacer tout délégué titulaire absent.

Article 6 : Bureau

Le bureau du Syndicat est composé du président et de 1 vice-président 4 membres élus au sein du comité syndical. Chaque commune sera représentée au sein du bureau.

Article 7 : Financement

Le financement du service de l'eau potable est assuré par les usagers et suivant les dispositions réglementaires en vigueur.

Les modalités de participation des communes, limitée :

- à l'extension des réseaux de distribution nécessaires à l'urbanisation, la desserte d'habitations, de lotissements ou de zones d'aménagement,
- aux travaux de déplacement de canalisations non liés aux besoins du service,
- aux travaux d'adaptation du réseau et de ses ouvrages annexes, liés aux travaux de voirie,
- aux travaux liés à la défense incendie,
- aux travaux expressément demandés par les communes,

seront fixées par délibération du comité syndical, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales et du code de l'urbanisme.

Nancy, le 3 décembre 2012

Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 11 décembre 2012 autorisant la dissolution du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize (SSPIV) et fixant les conditions de liquidation du syndicat

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-25-1-1° et 2°, L.5211-26-I et III et L.5212-33 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 septembre 1961 autorisant la création du Syndicat Scolaire Public Intercommunal de Vézelize (SSPIV) ; Vu la délibération du 6 mars 2012 des membres du SSPIV acceptant le transfert en apport des dernières immobilisations du syndicat, au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ;

VU la délibération du 2 avril 2012 de l'assemblée délibérante du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle autorisant le retour de la mise à disposition vers le SSPIV ainsi que les opérations de transfert du Collège Robert Géant de Vézelize, du SSPIV au profit du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU la délibération du 25 mai 2012 adoptant le compte administratif 2011 et le compte de gestion 2012 du SSPIV ;

VU la convention de transfert de propriété du Collège Robert Géant de Vézelize signée le 29 juin 2012 entre le SSPIV et le Conseil Général de Vézelize ;

CONSIDÉRANT que toutes les opérations préalables à la dissolution du SSPIV ont été réalisées (transfert de propriété et mise à la réforme d'immobilisations obsolètes du SSPIV) ;

CONSIDÉRANT que l'opération que le syndicat avait pour objet de conduire est achevée et que le syndicat est dissous de plein droit conformément aux dispositions de l'article L5212-33 du code général des collectivités territoriales ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le Syndicat Scolaire Public Intercommunal de Vézelize (SSPIV) est dissous, en application des dispositions de l'article L.5211-26-III du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

Article 2 : Les comptes restant à la balance du SSPIV sont les suivants :

C/1021	: + 863 544.55	C/192	: - 27 152.73
C/10222	: + 33 881.07	C/193	: - 1 278 637.26
C/1068	: + 407 827.45		
C/110	: + 536.92		

Article 3 : Ces montants seront répartis proportionnellement au nombre d'habitants de chaque commune membre du syndicat, ce nombre étant déterminé par le dernier recensement de la population.

Article 4 : La reprise des résultats du SSPIV dissous se traduira ensuite par une décision modificative de chaque commune membre, en section de fonctionnement 002 et en section d'investissement 001, en application des dispositions de l'article L.5211-26-III (alinéa 2).

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat scolaire intercommunal de Vézelize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes membres du SSPIV, au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle. Cette décision fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 décembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté interpréfectoral du 13 décembre 2012 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois ainsi que les mises à jour des statuts et les précisions concernant la définition de l'intérêt communautaire

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

La Préfète des Vosges,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 20 et 29 décembre 2000 autorisant la transformation du district de l'EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois en communauté de communes dénommée « EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois » ;

VU la délibération du conseil de la communauté de communes « EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois » du 26 juin 2012 décidant de modifier ses statuts ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

Allain (06/07/12), Allamps (29/06/12), Bagneux (06/08/12), Barisey-la-Côte (07/09/12), Beuvezin (07/08/12), Blénod-les-Toul (24/09/12), Bulligny (31/07/12), Courcelles (25/09/12), Favières (21/09/12), Férocourt (01/10/12), Gibeauxmeix (21/09/12), Grimonviller (10/09/12), Mont-L'Etrout (29/09/12), Mont-le-Vignoble (13/09/12), Moutrot (14/09/12), Ochev (30/07/12), Pulney (21/09/12), Selaincourt (17/08/12), Tramont-Emy (12/09/12), Tramont-Saint-André (13/07/12), Uruffe (21/09/12), Vannes-le-Châtel (26/09/12), Villey-le-Sec (11/07/12) et Aroffe (18/09/12) ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Sexey-aux-Forges (07/09/12) favorable aux modifications statutaires excepté celle concernant la prise de compétence « Lieux d'accueil Parents Enfants » ;

VU les délibérations défavorables des conseils municipaux des communes de :

Colombey-les-Belles (24/08/12), Dolcourt (13/09/12), Germiny (27/09/12), Thuilley-aux-Groseilles (21/09/12 et Tramont-Lassus (26/07/12) ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des collectivités suivantes :

Aboncourt, Barisey-au-Plain, Battigny, Crépey, Crézilles, Gélaucourt, Gémonville, Saulxures-les-Vannes, Vandéleville, Vicherey, vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

VU l'avis du sous-préfet de Toul en date du 5 novembre 2012 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

ARRETE

Article 1er : Les compétences de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulinois sont étendues aux compétences suivantes :

- Cours d'eau
- Mission Locale
- Lieux d'accueil Parents Enfants.

Article 2 : Sont autorisées les mises à jour et les précisions concernant la définition de l'intérêt communautaire telles que mentionnées dans les statuts approuvés et annexés au présent arrêté.

Article 3 : Les secrétaires généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et Neufchâteau et le président de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulinois, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 13 décembre 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Jean-François RAFFY

La Préfète des Vosges,

Marcelle PIERROT

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités, à la sous-préfecture de Toul et au siège de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois.

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 4 décembre 2012 relatif à l'habilitation de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle pour participer aux débats sur l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 141-3 et R. 141-21 à R. 141-26 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU le décret n° 2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable, et notamment son article 3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 fixant la composition du dossier de demande de participation au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives ;
VU la demande du 28 septembre 2012 de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle pour participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances au niveau départemental ;
VU l'avis de Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 12 novembre 2012 ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2012 fixant les modalités d'application au niveau départemental des conditions prévues au 1° de l'article R. 141-21 du code de l'environnement concernant les associations agréées au titre de protection de l'environnement souhaitant participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances consultatives ;
CONSIDÉRANT que la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle a été agréée au niveau départemental en qualité d'association de protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 23 mai 1995 ;
CONSIDÉRANT que l'objet de l'association figurant dans ses statuts concerne exclusivement la protection de l'environnement ;
CONSIDÉRANT que la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle justifie d'un nombre de membres supérieur à 50 et d'une activité effective dans au moins deux arrondissements du département, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2012 précité ;
CONSIDÉRANT que la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle justifie d'une expérience et de savoirs reconnus dans plusieurs domaines de l'article L. 141-1 du code de l'environnement ;
CONSIDÉRANT que la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle dispose de statuts, de financements ainsi que de conditions d'organisation et de fonctionnement qui ne limitent pas son indépendance, notamment à l'égard des pouvoirs publics, des partis politiques, des syndicats, des cultes, ou d'intérêts professionnels ou économiques ;
CONSIDÉRANT de ce qui précède que la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle remplit les conditions prévues aux articles L. 141-3 et R. 141-21 du code de l'environnement lui permettant de prendre part au débat sur l'environnement se déroulant dans le cadre des instances consultatives départementales ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : La Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, dont le siège social se situe à ATTON Z.A. Atton Sud rue Pierre Adt, est habilitée à participer aux débats sur l'environnement se déroulant dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : L'habilitation accordée à la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle est valable cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté au Recueil des actes administratifs de la préfecture. Cette habilitation peut toutefois être abrogée dans les conditions fixées à l'article 4 du présent arrêté.

Article 3 : La Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle devra publier annuellement sur son site Internet, et un mois au plus tard après leur approbation par son assemblée générale, son rapport d'activité et son rapport moral, ses comptes de résultat et de bilan ainsi que leurs annexes et, le cas échéant, son compte d'emploi des ressources.

Article 4 : L'habilitation accordée à la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle peut être abrogée si cette association ne justifie plus du respect des conditions prévues à l'article R. 141-21 du code de l'environnement, et en cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article R. 141-25 du code de l'environnement et reprises à l'article 3 du présent arrêté. L'éventuelle décision d'abrogation devra obligatoirement être précédée d'une information de l'association concernant les motifs susceptibles de fonder l'abrogation de l'habilitation afin que l'association soit en mesure de présenter ses éventuelles observations avant toute prise de décision.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 4 décembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 10 décembre 2012 portant renouvellement de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement ;
VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 modifié portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
VU l'arrêté préfectoral n° 845 du 21 juillet 2009 portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques pour une durée de trois ans ;
VU les arrêtés des 6 avril 2010, 27 avril 2010, 23 novembre 2010, 28 décembre 2010, 6 avril 2011, 30 juin 2011, 4 août 2011, 27 janvier 2012 portant modification de l'arrêté 845 du 21 juillet 2009 ;
VU les propositions reçues à l'issue de la procédure de renouvellement des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, prévue dans l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 précité est fixée comme suit :

1er groupe - Services de l'État et agence régionale de santé

- Deux représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- La directrice départementale de la protection des populations ou son représentant ;
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile ou son représentant ;
- Deux représentants de la direction départementale des territoires ;
- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;

2ème groupe - Cinq représentants des collectivités territoriales

- deux conseillers généraux

Titulaires

- * M. Olivier TRITZ
- * M. Pierre BAUMANN

Suppléants

- * M. Olivier JACQUIN
- * M. Anthony CAPS

- trois maires

Titulaires

- * M. Jean-François GUILLAUME, maire de Ville-en-Vermois
- * M. Guy SOUHAIL, maire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson
- * M. René JACQUEMIN, maire de Villecey-sur-Mad

Suppléants

- * Mme Claudine COLAS, Maire de Manonviller
- * M. Jean-Pierre HUET, maire de Liverdun
- * M. Claude COLIN, maire de Frolois

3ème groupe - Neuf représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des professionnels et des experts

- un représentant d'une association agréée de consommateurs

Titulaire

- * M. Bernard MICHEL, association Consommation, Logement et cadre de Vie (CLCV)

Suppléant

- * M. Serge PICARD, association Consommation, Logement et cadre de Vie (CLCV)

- un représentant d'une association agréée de pêche

Titulaire

- * M. Jean-Claude JACQUES, fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FPPMA 54)

Suppléant

- * M. Jean-Louis GILLET, fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FPPMA 54)

- un représentant d'une association agréée de protection de l'environnement

Titulaire

- * M. Raynald RIGOLOT, Fédération meurthe-et-mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie (FLORE 54)

Suppléant

- * M. Marcel GAUZELIN, Fédération meurthe-et-mosellane pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie (FLORE 54)

- trois représentants des professions dont l'activité relève du domaine de compétence du conseil :

Titulaires

- * M. Gilles SCHAFF, chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle
- * M. Jean-Pierre JACQUOT, chambre des métiers et de l'artisanat de Meurthe-et-Moselle
- * M. Laurent ROUYER, chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle

Suppléants

- * M. Alain EVEN, chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle
- * Mme Danielle JONQUARD, chambre des métiers et de l'artisanat de Meurthe-et-Moselle
- * M. Michel GROJEAN, chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle

- trois experts dont l'activité relève du domaine de compétence du conseil :

Titulaires

- * M. Patrice ROBIN, ordre des architectes de Lorraine
- * M. François GOBILLARD, caisse d'assurance retraite et de la santé au travail
- * M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

Suppléants

- * M. Dominique PETIT, ordre des architectes de Lorraine
- * M. Marc BURY, caisse d'assurance retraite et de la santé au travail

4ème groupe - Personnalités qualifiées

Titulaires

- * M. Serge BOULY, hydro-géologue agréé
- * M. le Docteur Michel CHANAL, conseil régional de l'ordre des pharmaciens
- * M. le Docteur Jean-Luc FENOT, ordre des médecins
- * M. le Docteur Jacques MANEL, centre anti-poison de Nancy

Suppléants

- * Mme le Docteur Monique DURAND, président du conseil régional de l'ordre des pharmaciens
- * M. le Docteur Alain LEBEDEL, ordre des médecins
- * M. le Docteur Emmanuel PUSKARCZYK, centre anti-poison de Nancy

Article 2 : Entrée en vigueur

Les dispositions du présent entrent en vigueur le 1er janvier 2013.

Article 3 : Durée du mandat des membres

La durée du mandat des membres visés à l'article 1er est de trois ans à compter du 1er janvier 2013.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 845 du 21 juillet 2009 fixant la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et les arrêtés préfectoraux et les arrêtés des 6 avril 2010, 27 avril 2010, 23 novembre 2010, 28 décembre 2010, 6 avril 2011, 30 juin 2011, 4 août 2011, 27 janvier 2012 sont abrogés à compter du 1er janvier 2013.

Article 5 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 10 décembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 17 décembre 2012 déclarant cessibles les immeubles sis 1, chemin du Mourion, parcelle cadastrée section AC n°279, nécessaires à la réalisation du projet de logements sociaux sur le territoire de la commune de Saint-Max, quartier Saint-Michel/Jéricho

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L11-8 et les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière, et notamment l'article 7 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté urbaine du Grand Nancy en date du 28 janvier 2011 autorisant le président à signer la convention de veille active et de maîtrise foncière avec le directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) relative au projet susvisé ;

VU la convention de veille active et de maîtrise foncière du 28 mars 2011, fixant les modalités d'acquisition des biens nécessaires à la réalisation du projet à l'EPFL, bénéficiaire de la demande de déclaration d'utilité publique ;

VU les délibérations du bureau de l'EPFL en date du 23 février 2011 et du 5 octobre 2011 approuvant la décision de demander la déclaration d'utilité publique sur le territoire de la commune de Saint-Max et de solliciter l'ouverture de l'enquête parcellaire ;
VU le dossier établi par l'EPFL en vue de l'enquête parcellaire ;
VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2011 prescrivant l'ouverture, du 24 novembre 2011 au 15 décembre 2011 inclus, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire conjointe ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;
VU la notification individuelle au propriétaire concerné, par le dépôt du dossier d'enquête à la mairie ;
VU les résultats de l'enquête parcellaire et l'avis favorable du 15 janvier 2012 du commissaire enquêteur ;
VU l'arrêté préfectoral du 21 février 2012 déclarant l'opération d'utilité publique ;
VU l'arrêté préfectoral du 21 février 2012 déclarant cessible la parcelle cadastrée section AC n°279, sise 1, chemin du Mourion, d'une superficie de 04a84 ca, nécessaire à la réalisation du projet de logements sociaux à SAINT-MAX, quartier Saint-Michel / Jéricho ;
VU la demande du 15 novembre 2012 du directeur général de l'EPFL sollicitant un nouvel arrêté de cessibilité ;
CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral de cessibilité du 21 février 2012 n'a pu être transmis au greffe de la juridiction de l'expropriation dans le délai inférieur à six mois à compter de la signature de l'acte ;
CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir la parcelle destinée à la réalisation de logements sociaux ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les immeubles sis 1, chemin du Mourion, parcelle cadastrée section AC n°279, d'une contenance de 04a84ca, sur le territoire de la commune de Saint-Max, désignés sur l'état et le plan parcellaire ci-annexés au présent arrêté, sont déclarés immédiatement cessibles à l'Etablissement public Foncier de Lorraine.

Article 2 : Le présent arrêté de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : L'acquisition par l'Etablissement public Foncier de Lorraine de la parcelle mentionnée dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, l'Etablissement public Foncier de Lorraine, en pli recommandé avec avis de réception, au propriétaire figurant sur l'état parcellaire.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au maire de SAINT-MAX et au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Nancy, le 17 décembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes (plans et état parcellaires) sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Convention d'utilisation n° 54-2012-101 entre l'administration chargée des domaines et le Capitaine commandant l'escadron de gendarmerie mobile 16/7 à Baccarat

Le 26 novembre 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-101 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature donnée par le préfet de Meurthe et Moselle, le propriétaire,

et

Le Capitaine, commandant l'escadron de gendarmerie mobile 16/7 à Baccarat, dont les bureaux sont situés 6 route de Gélacourt à Baccarat.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de la Gendarmerie Nationale pour l'exercice de ses missions des bâtiments faisant partie d'un ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis à Baccarat, 6 route de Gélacourt, édifié sur la parcelle cadastrée AW n°1 d'une superficie totale de 7ha 08a 41ca et les parcelles C 489 et C 490 sis lieudit Pré Marotel à Gélacourt.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté N° 12.BI.53 du 10 décembre 2012 accordant délégation de signature aux agents de permanence pour les week-ends de Noël 2012 et de Nouvel An 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire n° 11-316581-D du 1er août 2011 concernant la mise en œuvre du pouvoir d'immobilisation et de mise en fourrière des véhicules conféré aux préfets au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;

VU la décision de nomination du 13 mars 2007 nommant M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 20 octobre 2011 nommant Mme Corinne PEREZ, attachée principale, adjointe au chef du service interministériel de défense et de protection civile à compter du 24 octobre 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire,
- les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France,
- les arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

Dans le cadre de la permanence du week-end de Noël 2012 :

* du vendredi 21 décembre 2012 à 18h00 au mardi 25 décembre 2012 à 18h00 : à Mme Corinne PEREZ, attachée principale, adjointe au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Dans le cadre de la permanence du week-end du Nouvel An 2013 :

* du vendredi 28 décembre 2012 à 18h00 au mardi 1er janvier 2013 à 18h00 : à M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, Mme Corinne PEREZ et M. Alexandre SCHUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Une copie sera adressée à la directrice de cabinet, à la directrice des libertés publiques, au directeur départemental des finances publiques et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 10 décembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST****SECRETARIAT GENERAL**

Cellule juridique / Cabinet

Arrêté N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 3 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, Directeur Interdépartemental des Routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives

Le Directeur Interdépartemental des Routes – Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature n° 11.BI.95 du 22 août 2011, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes – Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

ARRETE

Article 1er : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR

	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56 , Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78 , Circ. N°91-01 du 21/01/91 , Circ. N°2001- 17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D – Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertise judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale
D.3	Dépôt, en urgence devant le juge administratif, de documents techniques, cartographiques, photographiques, etc., nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'Etat et toutes productions avant clôture d'instruction.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Article 2 : Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- Monsieur Antoine VOGRIG, Directeur adjoint Exploitation,
- Monsieur Didier OHLMANN, Directeur adjoint Ingénierie.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

- 1 - Monsieur Alberto DOS SANTOS, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.
- 2 - Monsieur Philippe LEFRANC, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12- C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.
- 3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 - C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon .

4 - Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Alberto DOS SANTOS, Chef du Service Politique Routière :

* par Monsieur XXX (poste vacant), Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur Philippe LEFRANC, Chef de la Division d'exploitation de Metz :

* par Monsieur XXX (poste vacant), adjoint du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les n° de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Philippe THIRION, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :

* par Monsieur Michel LAURENT, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Philippe THIRION, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Philippe LEFRANC, chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

4 - en remplacement de Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du secrétariat général :

* par Monsieur Vincent THIRIET, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Monsieur Philippe REMY, assistant du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Madame Florence THOMAS, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur XXX (poste vacant), Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur XXX (poste vacant), Chef du District de Nancy :

* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc NARDIN, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz :

* par Monsieur Philip HAKRANYI, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur XXX (poste vacant), Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc NARDIN, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont :

* par Monsieur Reynald BELOT, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur XXX (poste vacant), Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc NARDIN, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 7 : Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10/01/2012 portant subdélégation de signature, pris par M. Georges TEMPEZ, Directeur de la direction interdépartementale des routes Est.

Article 8 : Il est rappelé la décision prise par le Préfet de Meurthe-et-Moselle de se réserver les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - aux ministres,
 - aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - au président du Conseil Général,
 - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 décembre 2012

Le Directeur Interdépartemental des Routes – Est,
Georges TEMPEZ

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-0111 du 23 novembre 2012 portant arrêté temporaire pour la réglementation de la circulation sur la RN4, du PR 41+700 au PR 46+300 dans le sens Nancy - Strasbourg et du PR 46+000 au PR 39+500 dans le sens Strasbourg - Nancy

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction inter-ministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté n° 96/DDE/702/CDES du 03 décembre 1996 portant réglementation permanente de la police de circulation sur la RN4 (ex RN333) sur le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes – Est ; les dégradations de la chaussée nécessitent de préciser la réglementation de la circulation sur la dite section ;

SUR proposition de la division d'exploitation de Metz,

A R R E T E

Article 1er : Le présent arrêté déroge à l'arrêté n° 96/DDE/702/CDES du 03 décembre 1996 portant réglementation permanente de la police de circulation sur la RN4 (ex RN333) sur le département de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir de sa date de signature et de la pose de la signalisation réglementaire énoncée sous l'article 3, ceci jusqu'au retrait des panneaux de police portant les prescriptions à la connaissance des usagers.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4	
POINTS REPERES (PR+sens)	Du PR 41+700 (AK5) au PR 46+300 (B31) - sens 1 (Nancy-Strasbourg) Du PR 46+000 (AK5) au PR 39+500 (B31) - sens 2 (Strasbourg-Nancy)	
SECTIONS ENDUITES	PR 42+700 à 46+200 dans le sens 1, et PR 45+000 à 39+560 dans le sens 2	
NATURE DES PRESCRIPTIONS	Mise en sécurité des usagers par abaissement de la vitesse autorisée et interdiction de dépasser suite au phénomène de plumage des enduits superficiels d'usures 10/14 et 4/6.	
PERIODE GLOBALE	A compter de la date de signature du présent arrêté et de la pose de la signalisation, jusqu'à la levée des mesures de prescriptions indiquées ci-dessous.	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation des voies rapides et circulation sur les voies lentes* selon le schéma CF 114a** du manuel du chef de chantier, avec limitation de la vitesse à 70km/h.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI Lunéville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Lunéville

* le service d'exploitation pourra choisir de modifier les voies ouvertes à la circulation en fonction de l'état constaté de la chaussée et orienter les véhicules sur la partie de la chaussée la moins dégradée, en modifiant l'emplacement de la signalisation permettant de guider les usagers vers la bonne voie.

** ou schéma CF 113a du manuel du chef de chantier si neutralisation des voies lentes.

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	A partir de la signature de l'arrêté et de la pose de la signalisation, jusqu'à la levée des restrictions de circulation ci-contre	Sens 1 : AK5 au PR 41+700 B31 au PR 46+300	Neutralisation de la voie rapide selon schéma CF 114a ou Neutralisation de la voie lente selon schéma CF 113a	- Interdiction de doubler pour tous les véhicules ; - Limitation de la vitesse par paliers dégressifs à 90 puis 70 km/h pour la section considérée avec rappel 70 km/h à 2000m.
2	A partir de la signature de l'arrêté et de la pose de la signalisation, jusqu'à la levée des restrictions de circulation ci-contre	Sens 2 : AK5 au PR 46+000 B31 au PR 39+500	Neutralisation de la voie rapide selon schéma CF 114a ou Neutralisation de la voie lente selon schéma CF 113a	- Interdiction de doubler pour tous les véhicules ; - Limitation de la vitesse par paliers dégressifs à 90 puis 70 km/h pour la section considérée avec rappels 70 km/h à 2000 et 4000m.

Article 4 : La police de la route sur la RN4 est assurée par le groupement départemental de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien sont assurés par la Direction Interdépartementale des Routes Est.

Les forces de l'ordre et les services de la Direction Interdépartementales des Routes Est (DIRE) pourront prendre toutes les mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Les services d'exploitation de la DIRE sont chargés de la mise en place de la signalisation de police nécessaire aux prescriptions imposées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Nancy, le 23 novembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la DIR Est,
Georges TEMPEZ

SERVICE DES POLITIQUES ROUTIERES

Arrêté 2012-DIR-Est-SPR-54 N° 015 du 30 novembre 2012 portant réglementation de la police de circulation sur l'autoroute A 330

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Pénal

VU le code de procédure Pénale ;

VU la loi 55-435 du 18 avril 1955 modifiée, portant statut des autoroutes ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi 2004-209 du 13 août 2004 et suivante ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-304 du Ministère des Transports, de l'Equipeement, du Tourisme et de la Mer du 16 mars 2006 portant création et organisation des Directions Interdépartementales des Routes ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'arrêté du SGAR n°2012-158 du 10 mai 2012 du préfet coordonnateur des itinéraires routiers est portant organisation de la Direction Interdépartementale des Routes Est,

VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.95 accordant délégation de signature à M. Georges Tempez, directeur interdépartemental des routes – Est ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

SUR proposition de Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes,

ARRETE

Article 1er : Champ d'application

Est soumise aux dispositions du code de la Route et aux prescriptions du présent arrêté, la circulation sur l'autoroute A330 dans le département de la Meurthe-et-Moselle, dont les limites sont définies comme suit :

Origine : Nancy au PR 0+000

Échangeurs :

Échangeurs		Routes rencontrées
Diffuseur A9033005	N°1 Vandoeuvre-les-Nancy	RD570
Diffuseur A9033010	N° 2 Heillecourt Vandoeuvre	Voie communale
Diffuseur A9033015	N° 3 Houdemont centre commercial	Voie communale
Diffuseur A9033020	N° 4 Houdemont -Fléville-devant-Nancy	RD570
Diffuseur A9033025	Bifurcation A330/A33	A33
Diffuseur A9033030	N° 5 -Ludres	Voie communale
Diffuseur A9033035	N° 6 Richarménil Neuves-Maisons	RD570
Diffuseur A9033040	N° 7 Flavigny sur Moselle	RD570

Extrémité : Limite A330/RN57 - PR 9+1000

L'aire de service « du Canal de l'Est » dans le sens Nancy □ Épinal est également soumise aux précédentes dispositions.

Article 2 : Accès

L'accès et la sortie de la section visée à l'article premier ne peuvent se faire que par les chaussées aux extrémités du domaine routier ou aux points d'échanges prévus à cet effet.

Sauf circonstances exceptionnelles, tous les autres accès ou issues sont interdits. Ces derniers sont, soit clos par des portes, soit signalés par des panneaux (accès ou sens interdits) avec panonceau "sauf service".

Sont toutefois autorisés à emprunter ces autres accès ou issues, les agents et les véhicules du gestionnaire de la voirie, des forces de police ou de gendarmerie, de la protection civile, de lutte contre les incendies, de secours aux blessés, des entreprises appelées à travailler sur l'autoroute munies d'une autorisation du gestionnaire de la voirie et des dépanneurs répondant aux conditions fixées par le cahier des charges de dépannage du gestionnaire de voirie.

Article 3 : Péages

Néant

Article 4 : Limitation de vitesse

Section courante : la limitation de vitesse est de 110 km/h hormis les sections ci-dessous où des mesures particulières sont prises pour des raisons de trafic, de sécurité et de protection de l'environnement :

Section courante - sens Nancy □ Épinal		Section courante - sens Épinal □ Nancy	
Sections	Vitesse maximale autorisée	Sections	Vitesse maximale autorisée
du PR 0+000 au PR 4+950	90 km/h	du PR 4+700 au PR 0+000	90 km/h
du PR 0+100 au PR 4+950	80 km/h (1)	du PR 4+600 au PR 0+000	80 km/h (1)

(1) Véhicules, véhicules articulés, trains doubles ou ensemble de véhicules dont le poids total autorisé en charge ou le poids total roulant autorisé est supérieur à 3,5t

Échangeurs : La limitation de vitesse est de 90km/h sur les bretelles de sortie des échangeurs hormis pour les échangeurs ci-dessous où des mesures particulières sont prises pour des raisons de trafic et de sécurité :

Échangeurs	Vitesse maximale autorisée	
	Sens Nancy □ Épinal	sens Épinal □ Nancy
Diffuseur n°2		70 km/h
Diffuseur n°3	70 km/h	
Diffuseur n°4	par palier dégressif de 70 km/h à 50 km/h	par palier dégressif de 70 km/h à 50 km/h
Bifurcation A330/A33 vers A33 direction Paris	par palier dégressif de 70 km/h à 30 km/h	par palier dégressif de 70 km/h à 30 km/h
Bifurcation A330/A33 vers A33 direction Lunéville	70 km/h	par palier dégressif de 70 km/h à 50 km/h
Diffuseur n°5	70 km/h	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h
Diffuseur n°6	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h	Sans objet
Diffuseur n°7	par palier dégressif de 90 km/h à 30 km/h, puis 70 km/h	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h

La bretelle d'entrée de l'échangeur n°4 qui devient collectrice à la bretelle d'entrée de l'échangeur n°3 est limitée à 70km/h.

Aire de repos et de service : La limitation de vitesse sur les bretelles d'accès aux aires de repos et de service s'effectue par paliers dégressifs de 20 km/h de 90 km/h à 30 km/h.

Article 5 : Restriction de circulation

Voies spéciales pour véhicules lents : Les véhicules lents doivent emprunter les voies spécialisées pour véhicules lents suivantes :

Les véhicules lents doivent emprunter les voies spécialisées pour véhicules lents suivantes :

sens Nancy □ Épinal	sens Épinal □ Nancy
Sans objet	du PR 8+932 au PR 8+107

Article 6 : Restrictions particulières

La circulation au droit des chantiers courants est réglementée par un arrêté permanent de chantier selon les dispositions de la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier.

La circulation au droit des chantiers spécifiques dits non courant est réglementée par des arrêtés temporaires de chantier spécifiques selon les dispositions de la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier.

Toutes autres restrictions non mentionnées dans le présent arrêté est soumis à un arrêté préfectoral spécifique.

Article 7 : Aires de repos et de service

Arrêt et stationnement : L'arrêt et le stationnement des véhicules sont interdits en dehors des emplacements aménagés à cet effet, et notamment sur les voies de circulation, d'accélération, de décélération, d'évitement et les accotements.

Les lavages, nettoyages et vidanges de véhicules, ainsi que le camping, sont interdits dans toute l'emprise décrite à l'article premier de cet arrêté.

Durée de stationnement : Tout véhicule inoccupé demeurant immobile sur les parkings des aires de repos et de service sera réputé abandonné au-delà d'un délai de 48 heures. Tout véhicule réputé abandonné sera enlevé et mis en fourrière, aux frais de son propriétaire, sur réquisition d'un officier de police judiciaire.

Article 8 : Dommages causés aux installations

Toute détérioration du domaine public autoroutier, notamment des ouvrages d'art, chaussées, installations annexes, plantations, portails accès de service, équipements de sécurité basiques et dynamiques, équipements des aires, sera poursuivie et punie selon les lois et règlements en vigueur concernant la conservation du domaine public, conformément aux dispositions de l'article R. 116-2 du code de la voirie routière.

Le gestionnaire de la voirie est habilité à demander réparation à tout usager responsable d'une détérioration du domaine public.

Article 9 : Arrêt en cas de panne ou d'accident

Sauf en cas de nécessité absolue, les conducteurs ne doivent pas arrêter ou stationner leur véhicule sur les chaussées et les accotements, y compris sur les bandes d'arrêt d'urgence.

Tout conducteur se trouvant dans la nécessité absolue d'immobiliser son véhicule doit le faire en dehors des voies réservées à la circulation et dans tous les cas assurer la présignalisation de ce véhicule. S'il n'est pas en mesure de la remettre en marche par ses propres moyens, il doit faire le nécessaire pour assurer d'urgence le dégagement de l'autoroute.

Le fait, pour tout conducteur de contrevenir aux dispositions du présent article, conformément à l'article R421-7 du code de la route, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

Lorsque le conducteur ou le titulaire du certificat d'immatriculation est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement irrégulier, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L325-1 et L325-3 du code de la route.

Article 10 : Dépannages

Le service de dépannage est organisé à l'initiative des forces de police territorialement compétentes. Ces dernières sont la Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Lorraine Alsace (CRS-ALA).

Le remorquage est interdit entre usagers.

Le dépannage doit être effectué uniquement par les sociétés de dépannage agréées et soumises au cahier des charges des dépanneurs en vigueur.

Article 11 : Divers

Il est interdit à toute personne, sur le domaine autoroutier :

- d'abandonner ou de jeter, en dehors des installations prévues à cet effet, tous papiers, journaux, emballages détritiques, et d'une manière générale, tout objet pouvant nuire à l'hygiène ou à la propreté des installations ou susceptibles de provoquer des troubles ou des accidents ;
- de quêter, de se livrer à une quelconque activité commerciale ou publicitaire sans autorisation ;
- de pratiquer l'auto-stop.

Les animaux introduits sur le réseau par les usagers doivent obligatoirement être tenus de façon à ne pas divaguer. Les animaux abandonnés seront placés en fourrière à la charge de leurs propriétaires.

Article 12 : Prescriptions relatives à l'organisation de l'entretien, de l'exploitation et de la sécurité

Le service gestionnaire de l'autoroute est la Direction Interdépartementale des Routes de l'Est. Elle a en charge l'entretien, la maintenance et l'exploitation du domaine autoroutier au travers des unités suivantes :

- District de Nancy : entretien et exploitation du domaine public autoroutier ;
- Centre d'Ingénierie de Sécurité et de Gestion du Trafic (CISGT) :
 - * maintenance des équipements dynamiques,
 - * viabilité du réseau,
 - * aide au déplacement,
 - * gestion du trafic.

La force de police de l'autoroute est la Direction Zonale des CRS Est (DZ-CRS Est). Elle a en charge la sécurité des biens et des personnes, la gestion des dépanneurs et de leurs interventions au travers de l'unité suivante :

- Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Lorraine Alsace (CRS-ALA)

L'autoroute est gérée au travers de la salle opérationnelle du CISGT commune DIR/CRS.

La force de police et le gestionnaire de voirie ci-dessus mentionnés, pourront en concertation prendre toutes mesures de circulation justifiées par les besoins de la sécurité ou par les nécessités de gestion du trafic.

Article 13 : Abrogations ou modifications des arrêtés précédents

L'arrêté n°2009-DIR Est DE de Metz en date du 25 septembre 2009 est abrogé.

Article 14 : Publications

Le présent règlement sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 15 : Copies

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commissaire Divisionnaire, Directeur zonal de la CRS Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le général du commandement de la Région Terre Nord-Est ;
- Monsieur le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Commandant de la Région de Gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Protection Civile de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Directeur Départemental d'Incendie et de Secours de la Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Directeur du SAMU ;
- Monsieur le Directeur Départemental des territoires de la Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Nancy, le 30 novembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur interdépartemental des routes,
Georges TEMPEZ

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

CELLULE JURIDIQUE

Arrêté N° 2012-1449 en date du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code du travail ;
VU le code de la défense ;
VU le code de la santé publique ;
VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L. 1432-2 du code de la santé publique ;
VU l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
VU la décision n°2010-01 en date du 1er avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
VU le décret en date du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

Article 2 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, à Madame Marie-Hélène MAÎTRE, Directrice Générale Adjointe, Directrice de la Stratégie.

Article 3 : Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* A Madame Marie-Hélène MAÎTRE ; Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du Projet Régional de Santé (PRS), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de la Stratégie.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- * A Madame le Docteur Arielle BRUNNER ; chef de projet « Plan Régional de Santé » ; pour l'élaboration du Projet Régional de Santé (PRS) ;

- * A Madame Gisèle HURSON ; chef du service « Démocratie Sanitaire » pour la gestion des Commissions spécifiques prévues par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ;

- * A Monsieur Yann KUBIAK ; chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » dans son champ d'activité ;

- * A Madame Marie RÉAUX ; Responsable du service « Communication et Documentation » dans son champ d'activité ;

- * A Madame le Docteur Annick DIETERLING, chef du département « Promotion, Prévention et Education à la Santé » en matière de développement, promotion de la santé et suivi des politiques de prévention.

* A Monsieur le Docteur Bruno FANTINO ; Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- * Madame le Docteur Christel PIERRAT, chef de service « Produits de santé et Biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.

- * Monsieur Jean-Louis FUCHS, chef de projet « Systèmes d'Information de Santé » sur son champ de compétences.

- * Madame Sabine GRISELLE-SCHMITT, chef du service « Inspection-Contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.

- * Monsieur Patrick MARX, directeur de projet gestion du risque, sur son champ de compétences.

* A Madame Annie TOUROLLE ; Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du Secrétariat Général.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- * Monsieur Christian SCHAEFFER, adjoint à la Secrétaire Générale, sur le champ de compétences du secrétariat général ;

- * Madame Corinne Jue De ANGELI, responsable de la GPEC et de la formation sur son champ de compétences ;

- * Madame Katia PORTE-HAQUIN, responsable de la gestion du personnel, du droit du personnel et des relations sociales, pour les actions relatives aux ressources humaines ;
- * Madame Fabienne WOLFF, pour les engagements et les certifications des services faits des actions de formation ;
- * Madame Marie-Reine SCHMITT, chef de service des systèmes d'informations internes, en matière de gestion informatique, comprenant les engagements et la certification du service fait pour les dépenses relevant de son domaine de compétences ;
- * Monsieur José ROBINOT, chef de service des affaires générales, pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, la gestion du parc automobile, l'externalisation des fonctions, les achats publics, la validation ordonnateur du budget, l'engagement des dépenses et la certification du service fait.
- * A Monsieur Patrick METTAVANT ; Directeur des Services Financiers pour :
 - Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le Directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au DSFC.
 - En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur des Services Financiers, délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick CHAMINADAS, adjoint au Directeur des Services Financiers, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté.
 - En cas d'absence concomitante de Monsieur Patrick METTAVANT et de Monsieur Patrick CHAMINADAS, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur François LALLEMAND, gestionnaire de payes.
 - En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Julie DIMINI, comptable.
- * A Monsieur Serge MORAIS ; Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, pour :
 - Les décisions et correspondances relatives :
 - * à la formation et métiers de la santé, à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires ;
 - * à la démographie, la gestion et le suivi des professionnels de santé
 - * à l'organisation et l'allocation de ressources de l'offre de Santé dans le champ ambulatoire et des réseaux de santé ;
 - * aux ordres de missions spécifiques ainsi qu'aux états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé.
 - En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :
 - * Madame le Docteur Patricia de BERNARDI, adjointe au Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, sur le champ de compétences de la Direction.
 - * Madame Michèle HÉRIAT, responsable du service « Internat et praticiens hospitaliers » en ce qui concerne les internats de médecine et pharmacie, les praticiens hospitaliers et les agréments et courriers en matière de transports sanitaires.
 - * Madame Sabine RIGON, conseillère technique régionale en soins et responsable du service « Professions paramédicales », en ce qui concerne :
 - les formations paramédicales et à destination des sages-femmes,
 - l'exercice relatif aux professions paramédicales y compris les sages-femmes
 - les tatoueurs et l'usage du titre de psychothérapeute.
- * A Madame Martine ARTZ ; Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale (DPSE) ; pour :
 - Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires.
 - Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la protection sanitaire et environnementale.
 - En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :
 - * Madame Karine THÉAUDIN, adjoint à la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale : en matière de prévention et gestion des crises sanitaires, gestion des signaux sanitaires, sécurité sanitaire et en matière de santé environnementale.
 - * Madame Christine MEFFRE, responsable de la Cellule Interrégionale d'Epidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques ;
- * A Monsieur Lucien VICENZUTTI ; Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAT) ; pour :
 - Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'Offre de Santé et de l'Autonomie, aux programmes d'investissement des Etablissements de Santé et des Etablissements et Services Médico-Sociaux, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, les liens avec le Centre National de Gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de Santé.
 - Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAT).
 - En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la DOSAT, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :
 - * Madame Stéphanie GEYER, chef de département des « Etablissements de santé », en matière d'organisation, d'autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le Centre National de Gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.
 - * Madame Valérie BIGENHO-POET, chef de département « Médico-social », en matière d'organisation, de gestion des autorisations et d'allocations de ressources dans le champ médico-social, en matière de gestion des personnels de direction (DESSMS) en lien avec le Centre National de Gestion et en matière d'appels à projets médico-sociaux.
 - Pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie s'exerçant dans les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges et de la Moselle :
 - * Monsieur Philippe ROMAC dans le département de la Meurthe et Moselle.
 - * Monsieur Michel MULIC dans le département des Vosges.
 - * Madame Chantal KIRSCH dans le département de la Moselle.
 - * Madame le Docteur Eliane PIQUET dans le département de la Meuse.
- * A Monsieur Michel MULIC, délégué territorial du département des Vosges, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :
 - L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
 - Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation générale de signature est donnée à Madame Dominique COURT, chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Michel MULIC et de Madame Dominique COURT, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur le Docteur Alain COUVAL, Conseiller médical du délégué territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Marie-Christine GABRION, animateur territorial :

Dans le domaine des établissements de santé :

- * pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- * pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- * pour le renouvellement d'autorisation ;
- * pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- * pour les notifications de dotation
- * pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Ghyslaine GUENIOT, animateur territorial :

Dans le domaine médico-social :

- * pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- * pour le renouvellement d'autorisation ;
- * pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- * pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification
- * pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics

Dans le champ de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale à Madame Lucie TOME, adjointe au chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale :

- * pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Monsieur David SIMONETTI, chef du service support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

* A Madame Chantal KIRSCH, déléguée territoriale du département de Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation générale de signature est donnée à Monsieur Paul-Charles AUBERT, chef du service Promotion de la Santé et Actions recentralisées – Soins psychiatriques – Ambulatoire et réseaux.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul-Charles AUBERT, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Hélène ROBERT, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Isabelle LEGRAND, animateur territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à chacun des animateurs territoriaux désignés ci-après dans les territoires qui le concerne :

- * Madame Isabelle LEGRAND, territoire de Metz
- * Madame Chantal ROCH, territoire de Thionville-Longwy
- * Monsieur Guillaume LABOURET, territoire de Sarrebourg-Saulnois
- * Madame Laure POLO RAVIER, territoire du Bassin Houiller et de Sarreguemines

Dans le domaine médico-social :

- * pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- * pour le renouvellement d'autorisation ;
- * pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- * pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification
- * pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- * pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- * pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- * pour le renouvellement d'autorisation ;
- * pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- * pour les notifications de dotation
- * pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le champ de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à Madame Hélène ROBERT, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales :

- * pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROBERT, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Laurence ZIEGLER, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante de Mesdames Hélène ROBERT et Laurence ZIEGLER, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur Julien BACARI, ingénieur d'études sanitaires.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Hélène METZELER, ingénieur d'études sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Madame Claire KOENIG, chef de service fonctions support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

Dans le champ des soins psychiatriques sans consentement, à Monsieur Paul-Charles AUBERT chef du service Promotion de la santé et Actions recentralisées – Soins psychiatriques – Ambulatoire et réseaux et à Monsieur le Docteur Michel PERETTE, médecin de l'animation territoriale.

Dans le champ de la Promotion de la Santé et Actions recentralisées, Ambulatoire et Réseaux, à Monsieur Paul-Charles AUBERT :

- * pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations ;

* A Madame le Docteur Eliane PIQUET, déléguée territoriale du département de la Meuse, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation générale de signature est donnée à Madame Jocelyne CONTIGNON, Animateur Territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Jocelyne CONTIGNON, Animateur Territorial :

Dans le domaine médico-social :

- * pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- * pour le renouvellement d'autorisation ;
- * pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- * pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- * pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- * pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- * pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- * pour le renouvellement d'autorisation ;
- * pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- * pour les notifications de dotation ;
- * pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jocelyne CONTIGNON, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame le Docteur Elise BLÉRY-MASSINET, Animateur Territorial.

Dans le champ de la veille sécurité sanitaire et environnementale à Madame Céline PRINS, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- * pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline PRINS, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Emilie BERTRAND, responsable de l'unité des eaux destinées à la consommation humaine.

En cas d'absence concomitante de Mesdames Céline PRINS et Emilie BERTRAND, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur Julien MAURICE, responsable de l'unité des espaces clos et eaux de loisirs.

* A Monsieur Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe et Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de mission spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation générale de signature est donnée à Madame le Docteur Odile De JONG, Animateur territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Odile De JONG, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jérôme MALHOMME, chef du service Veille et sécurité sanitaires et environnementales.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame le Docteur Odile De JONG et à Madame Lamia HIMER, Animateurs Territoriaux :

Dans le domaine médico-social :

- * pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- * pour le renouvellement d'autorisation ;
- * pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- * pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- * pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- * pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- * pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- * pour le renouvellement d'autorisation ;
- * pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- * pour les notifications de dotation
- * pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à Monsieur Jérôme MALHOMME, chef du service Veille et sécurité sanitaires et environnementales :

- * pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

- * pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme MALHOMME, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Stéphanie MONIOT, Monsieur Daniel GIRAL, ingénieurs d'études sanitaires ou Monsieur Olivier DOSSO, ingénieur contractuel.

* Aux médecins exerçant au sein des délégations territoriales à effet de signer la transmission de toutes pièces et dossier à caractère médical et à tous documents relatifs à la validation des coupes PATHOS et des GMP.

* A Madame Chantal PAULUS, conseiller sanitaire de zone à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service zonal de défense et sécurité et aux ordres de missions.

Article 4 : Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de Territoires ;
- l'arrêté du Projet Régional de Santé mentionné à l'article L.1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico sociaux ;
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion) ;
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques ;
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du Préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Générales :

Ressources Humaines

- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS ;
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes, de points de compétences et de points d'évolution ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence ;

Affaires Générales

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;
- les marchés de travaux, fournitures et services, et les baux supérieurs à 50 000 euros hors taxes.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'Agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article ;
- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelle que soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux Directeurs de l'administration centrale, au Conseil National de Pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux Caisses Nationales d'Assurance Maladie ;
- les correspondances aux Préfets ;
- les correspondances particulières aux parlementaires, au Président du Conseil Régional et aux Présidents des Conseils Généraux ;
- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Agence ;
- les actes de saisine de la Cour des Comptes et échanges avec celle-ci.

Article 5 : Sont exclus de la présente délégation les ordres de missions permanents sans préjudice des mesures prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 18 décembre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé Cellule offre de soins

Arrêté ARS/DT 54 N° 1338/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 8 088 224 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

471 306 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L351-1 à L351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1339/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 271 203 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 131 134 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L351-1 à L351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1340/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 486 687 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 131 134 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L351-1 à L351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1341/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 229 069 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 172 267 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

801 220 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1342/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 741 526 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 140 057 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1343/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 10 013 013 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 434 479 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 811 047 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1344/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Recherche et de Lutte contre le Cancer A. Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre de Recherche et de Lutte contre le Cancer A.VAUTRIN à VANDOEUVRE LES NANCY est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 10 367 093 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1345/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 17 831 102 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 91 256 309 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 699 217€ pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

621 797€ pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 638 297€ pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1346/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat interhospitalier Nancéen de Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de Chirurgie de l'Appareil Locomoteur est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 409 248 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1347/2012 du 27 novembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Louis Pasteur - N° FINESS : 540000478

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012

des établissements de santé ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Louis Pasteur ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré de la somme de 4 000 € pour la clinique Louis Pasteur, à titre de crédits MIG non reconductibles pour le financement des internes.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4,rue Bénéit- 54035- NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1348/2012 du 27 novembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 – Polyclinique Gentilly - N° FINESS : 540000486

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012

des établissements de santé ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Gentilly ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré de la somme de 4 000 € pour la Polyclinique Gentilly, à titre de crédits MIG non reconductibles pour le financement des internes.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4,rue Bénéit- 54035- NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1349/2012 du 27 novembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Polyclinique Majorelle - N° FINESS : 540013224

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Majorelle ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré de la somme de 4 000 € pour la Polyclinique Majorelle, à titre de crédits MIG non reductibles pour le financement des internes.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit- 54035- NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1350/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 82 794 383 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L351-1 à L351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1351/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 014 312

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS de PORT est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 632 693 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1352/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pompey pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de POMPEY est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 783 762 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1353/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à 3H SANTE à Cirey-sur-Vezouze pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû à 3H SANTE à CIREY/VEZOUZE est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 771 076 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1389/2012 du 6 décembre 2012 modifiant l'arrêté ARS/DT 54 N° 1340/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT54 N° 1340/2012 du 27 novembre 2012, fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CH de LUNEVILLE pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 486 687 €, dont :

► Une aide exceptionnelle de 1 000 000 € non reconductible ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 131 134 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L351-1 à L351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 1400/2012 du 12 décembre 2012 modifiant l'arrêté ARS/DT 54 N° 1389/2012 du 6 décembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT54 N° 1389/2012 du 6 décembre 2012, fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CH de LUNEVILLE pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 7 186 687 €, dont :

► Une aide exceptionnelle de 1 000 000 € non reconductible déjà versée ;

► Une aide complémentaire de 2 700 000 € de crédits AC, non reconductible.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 131 134 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L351-1 à L351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Cellule prévention et promotion de la santé

Décision N° 2012-0900 du 26 novembre 2012 modifiant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Appartements de coordination thérapeutique (ACT) gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale - FINESS N° 54 002 182 1

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;
VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 », publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
VU l'arrêté du 6 juin 2012 publié au journal officiel du 22 juin 2012 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale ;
VU l'arrêté n° 2012-1037 du 26 septembre 2012 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD5C/DGS/DSS/2012/199 du 7 juin 2012 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2012 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;
VU l'arrêté DGARS/2012-0584 du 27 septembre 2012 modifiant la décision n°2012-0572 portant autorisation de la création d'une unité de 6 places d'appartements de coordination thérapeutique pour les « sortants de prison » à l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » à Nancy, portant ainsi la capacité de l'établissement à 21 places ;
VU la visite de conformité effectuée le 20 novembre 2012 ;
VU la décision N°2012-0579 du 24 septembre 2012 fixant pour 2012 la dotation globale de financement des ACT gérés par l'association Accueil et Réinsertion sociale,
VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles des 21 appartements de coordination thérapeutique, gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale, sont modifiées comme suit à compter du 1er novembre 2012 :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 066
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	320 003
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	148 076
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	507 145
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	485 078
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	22 067
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	507 145

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement des appartements de coordination thérapeutique gérés par l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » est fixée à 485 078 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1er janvier au 31 octobre 2012 sur la base du nouveau tarif fixé ci-dessus.

Article 3 : Au montant de la dotation globale de financement 2012, s'ajoutent, en crédits conjoncturels, des frais de premier établissement de 63 537 €, qui seront versés en une seule fois.

Article 4 : A compter du 1er janvier 2013, La dotation globale de financement des ACT est fixée à 638 158 €, après intégration de l'effet année pleine de l'ouverture des 6 nouvelles places.

Article 5 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 6 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 26 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Cellule habitat-santé

Arrêté N° 551/2012/ARS/DT54 du 29 novembre 2012 portant déclaration d'insalubrité irrémédiable de l'immeuble sis 15 rue de Verdun à Briey (54150)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-26 à L.1331-30, L.1337-4, R.1331-4 à R.1331-11, R.1416-16 à R.1416-21 ;

VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 et les articles L.541-2 ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2009 et ses modificatifs, notamment du 6 juillet 2012 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 24 mars 2010 portant déclaration d'insalubrité remédiable de la maison d'habitation sise 15, rue de Verdun à BRIEY (54150) ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2011 de mise en demeure de réaliser les mesures prescrites par l'arrêté du 24 mars 2010 portant déclaration d'insalubrité remédiable de la maison d'habitation sise 15, rue de Verdun à BRIEY(54150) ;

VU la circulaire DGS/DGUHC/SD7C/IUH4 n° 293 du 23 juin 2003 relative à la mise à disposition d'une nouvelle grille d'évaluation de l'état des immeubles susceptibles d'être déclarés insalubres ;

VU le rapport d'enquête sanitaire des services de l'agence régionale de santé du 3 octobre 2011 ;

VU la visite sur place des services de l'agence régionale de santé le 5 juillet 2012 ;

VU le rapport d'expertise établi le 16 juillet 2012 par M. LICCARDI V., expert en bâtiment ;

VU l'avis du 7 novembre 2012 du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité de l'immeuble susvisé et sur l'impossibilité d'y remédier ;

CONSIDERANT que l'état de l'immeuble constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), ainsi que pour celle des voisins, notamment aux motifs suivants :

- forte détérioration dans son ensemble, consécutive à l'accumulation de déchets et d'objets hétéroclites, et à l'absence totale d'entretien, ce qui n'a fait qu'accentuer le processus de détérioration et le risque d'incendie ;
- installations sanitaires et de chauffage hors d'usage ;
- installation électrique non conforme et non sécurisée, avec risques d'électrocution et d'incendie ;
- réseaux et branchements techniques dégradés ;
- dégradation de l'ensemble des revêtements de murs, sols et plafonds ;
- dégradation des planchers, présentant un risque pour la sécurité des lieux ;
- dégradation de la charpente et de la couverture, présentant un risque pour la sécurité ;
- instabilité du mur de façade arrière ;
- infiltration importante au niveau du mur de façade arrière ;

CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est impossible de remédier à l'insalubrité de l'immeuble, compte tenu de l'importance des désordres l'affectant, de la nature et de l'ampleur des travaux nécessaires à la résorption de l'insalubrité, dont l'évaluation est supérieure au coût de reconstruction de l'immeuble ;

ARRETE

Article 1er : L'immeuble situé 15 rue de Verdun – 54150 BRIEY - références cadastrales AN 98, section AE – parcelle 57 – propriété de M. PATTI Salvatore, ou ses ayants droits, demeurant 57, rue de Metz – 54150 BRIEY, est déclaré insalubre irrémédiable.

Article 2 : L'immeuble susvisé est, en l'état, interdit définitivement à l'habitation et à toute utilisation, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 3 : Dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, le propriétaire ou ses ayants droits, mentionnés à l'article 1, sont tenus d'exécuter les mesures suivantes :

- mettre en sécurité l'immeuble, notamment vis-à-vis du risque incendie ;
- empêcher l'accès et toute utilisation des lieux, notamment par le murage des portes et ouvrants.

A défaut, il y sera pourvu d'office par l'autorité administrative aux frais du propriétaire, ou ses ayants droits mentionnés à l'article 1.

Article 4 : Si le propriétaire, ou ses ayants droits, mentionnés à l'article 1, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de rendre l'immeuble salubre, la mainlevée du présent arrêté d'insalubrité pourra être prononcée après constatation par les agents compétents de la sortie d'insalubrité de l'immeuble.

Le propriétaire, ou ses ayants droits, tiennent à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

Article 5 : A défaut pour le propriétaire, ou ses ayants droits, de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, il est passible des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 euros ».

Article 6 : Le fait de ne pas respecter cette interdiction d'habiter et le fait de remettre à disposition ces locaux vacants sont punis « d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 euros », conformément à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié à M. PATTI Salvatore, propriétaire, ou à ses ayants droits.

Il sera également affiché à la mairie de BRIEY ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera transmis à Monsieur le maire de la commune de BRIEY, à Monsieur le procureur de la république, à Monsieur le directeur départemental des territoires, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble concerné aux frais du propriétaire ou ses ayants droits mentionnés à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 10 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 11 : A compter de la date de sa notification, le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral n°110/2010/DDASS/SE portant déclaration d'insalubrité réparable de la maison d'habitation sise 15, rue de Verdun à BRIEY.

Nancy, le 29 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à l'ARS – Délégation territoriale 54 – Cellule habitat-santé.

Service VSSE

Arrêté du 19 novembre 2012 portant dérogation à la limite de qualité du paramètre atrazine déséthyl pour l'eau destinée à la consommation humaine distribuée par la commune de Barisey-la-Côte

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 à R.1321-68, D.1321-103 à D.1321-105 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif aux modalités de demande de dérogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles mentionnées aux articles R.1321-31 à R.1321-36 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU la demande de dérogation de distribution d'une eau dépassant la limite de qualité pour le paramètre atrazine déséthyl du maire de Barisey-la-Côte du 3 juillet 2012 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 20 septembre 2012 ;

CONSIDERANT l'obligation de fournir une eau destinée à la consommation humaine respectant les limites et références de qualité fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 ;

CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par la commune de Barisey-la-Côte présente régulièrement une teneur en atrazine déséthyl supérieure à la limite de qualité fixée à 0,1 microgramme par litre (µg/L) ;

CONSIDERANT que l'utilisation de cette eau ne constitue pas un danger potentiel pour la santé des personnes, conformément à l'instruction de la direction générale de la santé du 9 décembre 2010 ;

CONSIDERANT l'absence d'autres moyens permettant l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine en permanence et en totalité ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de déroger à la limite de qualité fixée pour le paramètre atrazine déséthyl ;

CONSIDERANT la demande de dérogation déposée par le maire de la commune de Barisey-la-Côte pour une durée de trois ans ;

CONSIDERANT le programme d'amélioration permettant l'amélioration de la qualité des eaux distribuées à la population proposé par le maire de la commune de Barisey-la-Côte ;

CONSIDERANT qu'une dérogation doit être accompagnée d'une information de la population ;

CONSIDERANT que les contrôles sur la qualité des eaux seront maintenus renforcés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Objet

La commune de Barisey-la-Côte est autorisée à distribuer, sur l'ensemble du réseau communal soit 200 habitants, une eau destinée à la consommation humaine dont la teneur en atrazine déséthyl dépasse la limite de qualité réglementaire visée à l'article R.1321-2 du code de la santé publique et fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007 à 0,1 µg/L.

Article 2 – Durée de la dérogation

La présente autorisation prend fin dès la mise en place effective d'une solution de substitution, de dilution ou de traitement qui permet de délivrer une eau destinée à la consommation humaine conforme aux limites de qualité, ou au plus tard à l'issue d'un délai de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 – Valeur maximale

La valeur maximale fixée par la présente dérogation est de 0,3 µg/L pour l'atrazine déséthyl.

L'eau issue de la ressource actuelle peut être utilisée par l'ensemble de la population sans exception dès lors que les résultats des prélèvements montrent des teneurs inférieures aux valeurs maximales précitées.

Article 4 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé suivant un programme spécifique renforcé et fixé par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Ce suivi inclut notamment un contrôle trimestriel des pesticides azotés par le laboratoire agréé. La fréquence de ce suivi peut être ajustée en fonction des résultats des analyses.

Article 5 - Informations destinées à la population

Le maire de Barisey-la-Côte informe les habitants par voie d'affichage et par courrier de la présente dérogation et des modalités qui l'accompagnent. Cette information est effectuée dans un délai de trente jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il adresse à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine un courrier signifiant l'accomplissement de cette tâche accompagnée de la note d'information diffusée aux habitants.

Article 6 - Actions destinées à améliorer la qualité de l'eau

Le maire de la commune de Barisey-la-Côte transmet régulièrement un état d'avancement du programme d'actions qu'il réalise à la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 7 - Voies de recours

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Barisey-la-Côte pendant toute sa durée d'application.

Article 8 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du logement, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse et au tribunal administratif.

Article 9 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, le maire de la commune de Barisey-la-Côte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1406 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 249 080 € soit :

1) 3 235 009 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 879 437 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

143 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

19 698 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

335 008 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

723 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 279 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 3 129 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 8 663 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

8 663 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1407 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 869 951 € soit :

- 1) 1 779 435 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 533 847 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 28 920 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 1 884 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 213 928 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 856 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 18 406 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 46 515 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 25 595 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 25 595 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1408 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 913 999 € soit :

1) 1 865 076 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 671 343 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

22 801 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 712 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

162 098 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

5 122 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 24 060 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 24 628 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 235 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

235 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1409 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 713 571 € soit :

1) 710 921 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

639 612 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

16 304 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

54 720 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

285 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 650 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1410 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 102 681 € soit :

1) 102 681 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

102 681 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1411 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 227 965 € soit :

1) 227 910 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

226 651 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 259 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 55 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1412 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 982 462 € soit :

- 1) 2 906 022 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 584 024 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
45 625 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
272 453 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 920 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 47 184 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 31 903 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) -2 647 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
-2 647 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1413 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 290 708 € soit :

290 708 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

209 883 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

77 338 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

3 487 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1414 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 33 330 454 € soit :

- 1) 29 089 387 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 25 831 192 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 91 205 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 123 666 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 17 924 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 25 400 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- Dont 99 853 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, pour l'année 2011
- 2) 3 064 494 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
Dont 559 599 € pour l'année 2011
- 3) 1 091 724 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
Dont 165 221 € pour l'année 2011
- 4) 84 849 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 75 960 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments,
 - 8 889 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1415 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 830 443 € soit :

- 1) 3 393 836 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 3 062 910 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 329 202 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 724 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 433 657 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 2 950 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1416 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 92 571 € soit :

- 92 571 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 92 571 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1417 du 13 décembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 991 758 € soit :

1) 2 632 397 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 410 134 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

9 044 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

212 363 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

856 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Dont 95 985 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, pour l'année 2011

2) 65 036 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 292 601 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 1 724 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

1 724 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté ARS n° 2012-1268 en date du 26 novembre 2012 portant modification de l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) d'Alpha Santé localisée à Mont-Saint-Martin (54350) et création d'un site d'implantation de la PUI au sein du centre de gériatrie le Kem à Thionville (57100) - N° FINESS Entité juridique : 570010181

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, R. 5126-1 à R. 5126-3 et R. 5126-8 à R.5126-21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière ;

VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;

VU l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS n°2010-246 du 13 septembre 2010 autorisant l'ouverture d'une deuxième pharmacie à usage intérieur pour le compte d'Alpha Santé sur le site de Mont-Saint Martin suite à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur A.H.B.L. de Mont-Saint Martin ;

CONSIDERANT la demande du 13 août 2012, complétée le 29 août 2012, présentée par Monsieur le Directeur Général d'Alpha Santé, membre du groupe SOS, sollicitant l'autorisation de création d'un site d'implantation de la pharmacie à usage intérieur de Alpha Santé Mont-Saint-Martin au sein de l'hôpital médico-gériatrique le Kem à Thionville ;

CONSIDERANT que cette demande s'inscrit dans le cadre de la reprise des autorisations de soins du site du centre hospitalier de Hayange par le CHR de METZ-THIONVILLE, à compter du 1er août 2012 ;

CONSIDERANT que préalablement à cette opération, le CH d'Hayange était en charge de l'approvisionnement en produits pharmaceutiques de structures rattachées juridiquement à ALPHA SANTE et situées à proximité directe de l'établissement, à savoir l'hôpital médico-gériatrique « Le Kem » à Thionville et de l'EHPAD « Le Witten » à Algrange ;

CONSIDERANT la distance (environ 40 kilomètres) qui sépare désormais ces 2 établissements de l'unique pharmacie à usage intérieur située à Mont Saint Martin, la direction d'Alpha Santé a décidé de créer au sein de l'Hôpital Le Kem, un site d'implantation de la PUI permettant un approvisionnement de proximité ;

CONSIDERANT l'avis favorable rendu par le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens en date du 9 novembre 2012 ;

CONSIDERANT l'avis favorable rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique dans son rapport en date du 23 novembre 2012 ;

ARRETE

Article 1er : La demande présentée par le Directeur Général d'Alpha Santé, membre du groupe SOS, sollicitant l'autorisation de créer un site d'implantation de la pharmacie à usage intérieur d'Alpha Santé Mont-Saint-Martin au sein de l'hôpital médico-gériatrique le Kem à Thionville, est accordée.

Article 2 : Le site d'implantation de la pharmacie à usage intérieur de Alpha Santé Mont-Saint-Martin au sein de l'hôpital médico-gériatrique le Kem à Thionville sera en charge uniquement des activités de gestion, approvisionnement, contrôle, détention et dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1 ;

Les activités de préparations (magistrales) ainsi que celles de dispensation de dispositifs médicaux stériles seront centralisées à la pharmacie à usage intérieur d'Alpha Santé à Mont Saint Martin.

Article 3 : Le site d'implantation de la pharmacie à usage intérieur de Mont-Saint-Martin au sein de l'hôpital médico-gériatrique le Kem à Thionville dessert les lits et places de cet établissement et des résidents de l'EHPAD le Witten.

Article 4 : Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de la personne morale de l'établissement, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens,

et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine, Meurthe et Moselle et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVISE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

DIRECTION

Arrêté n° 67/2012 du 10 décembre 2012 portant subdélégation de signature en faveur de la Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 14 septembre 2012 nommant Mme Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;

VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-2389 du 01 octobre 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-87 en date du 25 juin 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012/1036 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 07 novembre 2012 nommant Mme Aline BIRCK Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine à compter du 1er janvier 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Aline BIRCK, Secrétaire Générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aline BIRCK, subdélégation est donnée à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

Article 3 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 62/2012 en date du 05 octobre 2012 est abrogé à compter du 1er janvier 2013.

Article 4 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et la secrétaire générale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 10 décembre 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 69/2012 du 10 décembre 2012 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine

VU le code du travail ;
VU le code de commerce ;
VU le code de la consommation ;
VU le code du tourisme ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 14 septembre 2012 nommant Mme Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;
VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de
Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012, complété par l'arrêté préfectoral n° 12.BI.42 en date du 22 août 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-2389 du 01 octobre 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-87 en date du 25 juin 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012/1036 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 01 août 2012 portant nomination de M. Jean de ZELICOURT sur l'emploi de Responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » de la DIRECCTE Lorraine à compter du 10 septembre 2012 ;
VU l'arrêté interministériel du 20 août 2012 portant nomination de M. Christian JEANNOT Directeur Régional Adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE Lorraine à compter du 15 septembre 2012 ;

VU l'arrêté interministériel du 21 août 2012 portant nomination de Mme Marie-France RENZI Directeur Régional Adjoint, chargée des fonctions de Responsable du pôle Politique du Travail de la DIRECCTE Lorraine à compter du 01 octobre 2012 ;

VU l'arrêté ministériel du 07 novembre 2012 nommant Mme Aline BIRCK Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine à compter du 1er janvier 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à M. Jean de ZELICOURT, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie, à M. Christian JEANNOT, Responsable du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie et à Mme Marie-France RENZI, Responsable du pôle Politique Travail à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean de ZELICOURT, subdélégation est donnée à l'effet de signer :

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie », à Mme Emmanuelle ABRIAL, M. Jean-Marie FRANCOIS et M. Aloïs KIRCHNER ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement industriel, à Mme Stéphanie MONIN ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement international, à M. Jean-Paul PAOLI ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du tourisme, à Mme Chantal CARTAU ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du commerce et de l'artisanat, à M. Jean-Marie GRY et Mme Marie REDON ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine des mutations économiques et du développement de l'emploi, à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, subdélégation est donnée à M. François KIFFER à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « politique Travail ».

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian JEANNOT, subdélégation est donnée à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIMÉ, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie ».

Article 4 : Mise en œuvre du programme opérationnel 2007-2013 FSE « Compétitivité régionale et emploi ».

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, l'habilitation qui lui est consentie au titre de l'article 2 (arrêté SGAR n° 2012-239 du 26.06.2012) sera exercée par Mme Aline BIRCK, Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI et de Mme Aline BIRCK, l'habilitation consentie sera exercée par M. Jean de ZELICOURT, responsable du Pôle 3E de la DIRECCTE Lorraine ou Mme Annie AIGUIER, directrice des ressources humaines de la DIRECCTE Lorraine

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aline BIRCK, de M. Jean de ZELICOURT et de Mme Annie AIGUIER, l'habilitation consentie sera exercée par M. François MERLE, responsable de la cellule FSE à la DIRECCTE Lorraine, excepté pour : signer les conventions d'attribution FSE avec les maîtres d'ouvrages et procéder au paiement des factures.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 56/2012 en date 11 septembre 2012 est abrogé à compter du 1er janvier 2013.

Article 6 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 10 décembre 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Récépissé du 30 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/788617637 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 13/10/2012 par l'entreprise individuelle GULLI Annie-Laure (auto-entrepreneur), sise 6 B Route Nationale 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE,

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de GULLI Annie-Laure, sous le n° SAP/788617637,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle GULLI Annie-Laure sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ;

- Cours à domicile ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus de trois ans.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 30/10/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 30 octobre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle entreprises et emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 29 novembre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/752475400 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

C O N S T A T E ,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 23/11/2012 par l'entreprise individuelle ADAM Stéphane (auto-entrepreneur), sise 17 rue Saint-Martin 54160 FROLOIS,

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de ADAM Stéphane, sous le n° SAP/752475400,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle ADAM Stéphane sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage ;
- Travaux de petit bricolage dits « hommes toutes mains ».

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 29/11/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 novembre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle entreprises et emploi,
Raymond DAVID

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE

Décision de fermeture définitive d'un débit de tabac en date du 14 décembre 2012

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,

VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 8 et 37,

VU la délégation de signature du 27 mars 2012 concernant le décret susvisé,

CONSIDÉRANT la situation du débit de tabac N° DT 54 00 566 B exploité par Madame BENOIST Colette née HOUCKERT,

CONSIDÉRANT la résiliation du traité de gérance la liant à l'Administration des douanes et droits indirects conformément à l'article 37- 4° du décret 2010-720 du 28 juin 2010,

CONSIDÉRANT le jugement en date du 19 juin 2012 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

D E C I D E

la fermeture définitive du débit de tabac N° DT 54 00 566 B sis à JARVILLE-LA-MALGRANGE (54140) exploité au 12 bis rue de la République à la date du 19 juin 2012.

Nancy, le 14 décembre 2012

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,
Christian LEBLANC

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 28 novembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Paul LAUER, Inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers - Service des impôts des entreprises de LONGWY

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 26 mars 2010 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Longwy,
VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Paul LAUER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de LONGWY à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de contribution économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;
et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;
2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation foncière des entreprises et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 28 novembre 2012

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle
Noël CLAUDON

TRESORERIE DE LUNEVILLE

Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Laurence GEORGE, Contrôleur des Finances Publiques

Le soussigné Françoise TONIN, Trésorier de LUNEVILLE Collectivités

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Laurence GEORGE, Contrôleur des Finances Publiques
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE COLLECTIVITES
d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE COLLECTIVITE, entendant ainsi transmettre à Me Laurence GEORGE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire,
Laurence GEORGE / Contrôleur
Lunéville, le 5 novembre 2012

Signature du mandant,
Françoise TONIN / Inspecteur

Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Pascal ADELE, Contrôleur Principal des Finances Publiques

Le soussigné Françoise TONIN, Trésorier de LUNEVILLE Collectivités

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Pascal ADELE, Contrôleur Principal des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE COLLECTIVITES d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE COLLECTIVITE, entendant ainsi transmettre à Mr Pascal ADELE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire,
Pascal ADELE / Contrôleur Principal
Lunéville, le 5 novembre 2012

Signature du mandant,
Françoise TONIN / Inspecteur

Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Marc ESSER, Inspecteur des Finances Publiques

Le soussigné Françoise TONIN, Trésorier de LUNEVILLE Collectivités

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Marc ESSER, Inspecteur des Finances Publiques lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE COLLECTIVITES

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE COLLECTIVITE, entendant ainsi transmettre à Mr MARC ESSER tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire,
Marc ESSER / Inspecteur

Signature du mandant,
Françoise TONIN / Inspecteur

donner délégation à M Marc ESSER inspecteur pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire,
Marc ESSER

Signature du délégant,
Françoise TONIN

Lunéville, le 5 novembre 2012

Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Anne Marie GUIHO, Inspecteur des Finances Publiques

Le soussigné Françoise TONIN, Trésorier de LUNEVILLE Collectivités

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Anne Marie GUIHO, Inspecteur des Finances Publiques lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE COLLECTIVITES

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE COLLECTIVITE, entendant ainsi transmettre à Mme Anne Marie GUIHO tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire,
Anne-Marie GUIHO / Inspecteur

Signature du mandant,
Françoise TONIN / Inspecteur

donner délégation à Mme Anne Marie GUIHO inspecteur pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire,
Anne-Marie GUIHO

Signature du délégant,
Françoise TONIN

Lunéville, le 5 novembre 2012

Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Marie-Jeanne JACQUINET, Contrôleur des Finances Publiques

Le soussigné Françoise TONIN, Trésorier de LUNEVILLE Collectivités

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Marie-Jeanne JACQUINET, Contrôleur des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE COLLECTIVITES

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou

pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE COLLECTIVITE, entendant ainsi transmettre à Mme Marie Jeanne JACQUINET tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés. Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire,

Marie-Jeanne JACQUINET / Contrôleur
Lunéville, le 5 novembre 2012

Signature du mandant,

Françoise TONIN / Inspecteur

TRESORERIE DE VANDOEUVRE-LES-NANCY - COLLECTIVITES

Procuration du 1er décembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Monsieur Olivier GAUFFRE, Contrôleur des Finances Publiques

La soussignée, Sophie BRETON, Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques gérant la Trésorerie de VANDOEUVRE-LES-NANCY COLLECTIVITES,

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Olivier GAUFFRE, Contrôleur des Finances Publiques.

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, la Trésorerie de VANDOEUVRE-LES-NANCY-COLLECTIVITES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous redevables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de la représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toutes opérations.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de VANDOEUVRE-LES-NANCY - COLLECTIVITES, entendant ainsi transmettre à Monsieur Olivier GAUFFRE, Contrôleur des Finances Publiques, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire,

Olivier GAUFFRE / Contrôleur

Signature du mandant,

Sophie BRETON / Inspectrice divisionnaire

Le cas échéant, donner délégation à M. Olivier GAUFFRE, Contrôleur Principal, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art.14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique)

Signature du délégataire,

Olivier GAUFFRE / Contrôleur

Signature du délégant,

Sophie BRETON / Inspectrice divisionnaire

Vandoeuvre-les-Nancy, le 1er décembre 2012

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Unité forêt chasse

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Année 2012

Le barème d'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a été fixé comme suit pour la campagne en cours :

Barème d'indemnisation (5^{ème} partie)

	Maïs grain	Maïs ensilage	Tournesol	Betterave
en €/q	19,70	4,00	48,60	2,63

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEGHIN

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté du 26 novembre 2012 portant modification du plan de prévention des risques miniers du secteur de Piennes sur le territoire des communes de Joudreville, Piennes et Mont-Bonvillers

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;
VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;
VU le décret du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 avril 2010 approuvant le PPRM du secteur de Piennes sur les communes de Piennes, Landres, Mont-Bonvillers ;
VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2010 approuvant le PPRM du secteur de Piennes sur la commune de Joudreville ;
VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;
VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;
VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Il est prescrit la modification du PPRM du secteur de Piennes sur les communes de Joudreville, Piennes et Mont-Bonvillers. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Cette modification a pour objet d'adapter le PPRM du secteur de Piennes sur les communes de Joudreville, Piennes et Mont-Bonvillers en clarifiant la rédaction de certaines dispositions du règlement suite notamment à la réforme du code de l'urbanisme et en intégrant de nouveaux éléments de zonage suite à la modification des cartes d'aléas Géodéris.

Article 3 : La concertation avec les habitants et autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée de la modification du PPR selon les modalités suivantes :

- les documents d'élaboration du projet de modification seront tenus à la disposition du public en mairie des communes concernées et au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres durant au moins 15 jours avant l'approbation du document par le préfet.

- les observations du public seront recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie des communes concernées et au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 4 : L'association des collectivités concernées se déroulera sous la forme de réunion de travail réunissant le service instructeur DDT et les représentants des collectivités concernées.

Article 5 : La Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargées d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes concernées ainsi qu'au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, les maires des communes susvisées, le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 26 novembre 2012 portant modification du plan de prévention des risques miniers du secteur de Trieux sur les communes d'Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles et Trieux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU le décret du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2010 approuvant le PPRM du secteur de Trieux sur les communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Sancy et Trieux ;

VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;

VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Il est prescrit la modification du PPRM secteur de Trieux sur les communes d'Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles et Trieux. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Cette modification a pour objet d'adapter le PPRM du secteur de Trieux en clarifiant la rédaction de certaines dispositions du règlement suite notamment à la réforme du code de l'urbanisme et en intégrant de nouveaux éléments de zonage suite à la modification des cartes d'aléas Géodéris.

Article 3 : La concertation avec les habitants et autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée de la modification du PPR selon les modalités suivantes :

- les documents d'élaboration du projet de modification seront tenus à la disposition du public en mairie des communes concernées et au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres durant au moins 15 jours avant l'approbation du document par le Préfet.

- les observations du public seront recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie des communes concernées et au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 4 : L'association des collectivités concernées se déroulera sous la forme de réunion de travail réunissant le service instructeur DDT et les représentants des collectivités concernées.

Article 5 : La Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargées d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

Le Républicain Lorrain

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes concernées ainsi qu'au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, les maires des communes susvisées, le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté du 26 novembre 2012 portant agrément de l'association de consommateurs Organisation Générale des Consommateurs (OR.GE.CO 54)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L.411.1 à 422-3 et R.411-1 à 422-10 du code de la consommation relatifs à l'agrément et aux actions en justice des associations ;
VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1988 relatif à l'agrément des organisations de défense des consommateurs ;
VU la demande déposée par l'Organisation Générale des Consommateurs OR.GE.CO 54 en date du 10 mai 2012 et la réception de pièces complémentaires le 13 juillet 2012 ;
VU l'avis favorable du procureur général près la cour d'appel de Nancy ;
SUR le rapport de la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'Organisation Générale des Consommateurs OR.GE.CO 54, domiciliée 47 rue Saint-Nicolas à Nancy, est agréée pour exercer l'action civile dans le cadre des dispositions des articles L.411-1 à L.422.3 et R.411-1 à R.422-10 du code de la consommation.

Article 2 : Le présent agrément est accordé pour une période de 5 années, sous réserve de l'application des dispositions des articles R.411-6 et R.411-7 du code de la consommation.

Article 3 : La directrice départementale de la protection des populations est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 novembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Service Solidarité Insertion

Arrêté N° DDCS/SI/2012/116 du 30 novembre 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;
VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;
VU le dossier déclaré complet le 22/10/2012 présenté par Madame LEMARQUIS Brigitte divorcée BUGNOT domiciliée 45, Grande Rue 54122 VATHIMENIL, adresse professionnelle BP 60063 54303 LUNEVILLE CEDEX en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2012-01 du 17 Février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;
VU l'avis favorable en date du 15 Novembre 2012 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;
CONSIDERANT que Madame LEMARQUIS Brigitte divorcée BUGNOT satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;
CONSIDERANT que Madame LEMARQUIS Brigitte divorcée BUGNOT justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;
SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame LEMARQUIS Brigitte divorcée BUGNOT domiciliée 45, Grande Rue 54122 VATHIMENIL, adresse professionnelle BP 60063 54303 LUNEVILLE CEDEX pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° DDCS/SI/2012/117 du 30 novembre 2012 complétant et modifiant l'arrêté DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allégement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;

VU le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L 471-2, L 471-3, L 474-1 et L 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) du département de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-08 du 27 mars 2012 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des MJPM du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-33 du 2 juillet 2012 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des MJPM du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-78 du 25 octobre 2012 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des MJPM du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-116 du 30 novembre 2012 portant agrément de Madame LEMARQUIS Brigitte divorcée BUGNOT pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'article 2 de l'arrêté susvisé du 17/02/2012, est complétée comme suit :

1° Tribunal d'instance de NANCY

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme LEMARQUIS Brigitte divorcée BUGNOT - BP 60063 - 54303 LUNEVILLE CEDEX

2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme LEMARQUIS Brigitte divorcée BUGNOT - BP 60063 - 54303 LUNEVILLE CEDEX

Article 2 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de Nancy et de Briey ;

- aux juges des tutelles des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et Briey.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre des affaires sociales et de la santé, dans les deux mois suivant sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière CO 38 54038 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 novembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 3 décembre 2012 prolongeant le 5ème Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de la construction et de l'habitation,

VU le Code de l'action sociale et des familles,

VU la loi 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,

VU le décret 2007-1688 relatif au PDALPD

VU l'arrêté du 7 juin 2010 portant approbation du 5ème PDALPD,

VU l'avis émis par le CR-PDALPD lors de sa réunion du 26 octobre 2012,

ARRETEMENT

Article 1er : Le 5ème PDALPD est prolongé pour une période maximale d'un an. Il prendra fin lors de l'approbation du 6ème plan qui devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2013.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur général des services départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 3 décembre 2012

Le Préfet
de Meurthe-et-Moselle,
Raphaël BARTOLT

Le Président du Conseil Général
de Meurthe-et-Moselle,
Michel DINET

Arrêté du 3 décembre 2012 portant sur l'élaboration du 6ème Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de la construction et de l'habitation,

VU le Code de l'action sociale et des familles,

VU la loi 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,
VU le décret 2007-1688 relatif au PDALPD,
VU l'arrêté du 7 juin 2010 portant approbation du 5ème PDALPD,
VU l'avis émis par le CR-PDALPD lors de sa réunion du 26 octobre 2012,

ARRETEMENT

Article 1er : Un 6ème PDALPD sera élaboré en partenariat avec les partenaires et prestataires concernés. Seront associés à son élaboration :

- Les membres du comité responsable du PDALPD et des commissions territoriales pour le droit au logement ;
- Les délégataires des aides à la pierre :
 - * M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
 - * M. le président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey
- Les intercommunalités avec PLH :
 - * Mme et M. les présidents de : Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy, Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson, Communauté de Communes du Toulouais, Communauté de Communes Moselle et Madon, Communauté de Communes du Lunévillois
- Les organismes HLM :
 - * M. le délégué d'ARELOR,
 - * Mme et M. les directeurs de : MMH, Batigère, Présence Habitat, SLH, Néolia, OPH Nancy, OPH Lunéville, Toul Habitat, LogiEst, Nouveau Logis de l'Est, Est Habitat Construction, Vilogia-MFL, ICF, SEM Pont-à-Mousson ; SNI
- Les représentants du logement privé :
 - * M. les présidents de : UNPI, Habitat & Humanisme
 - * Mme la directrice de Régie Nouvelle
- Les résidences sociales :
 - * M. le directeur départemental de Adoma
 - * M. les présidents de : AGAFAB, AGARSP, Le Pélican, ADALI, Marae, CIAS Jarny, Ensemble, AMLI, ARS
- Action Logement :
 - * Mme et M. les directeurs de : Cilgère, Alliance
- Les opérateurs ISFT :
 - * M. les directeurs de : CAL, SPL-GNH, Urbam Conseil
 - * Mme la directrice de l'association Amitiés Tsiganes
 - * Mme la secrétaire générale d'Union & Solidarité
- Les fournisseurs d'Energie :
 - * M. les correspondants Solidarité de : EDF, GDF ; CPE-Total
- Les organismes payeurs des aides au logement :
 - * Mme la directrice de la CAF
 - * Mme la présidente de la MSA
- Les structures gestionnaires de CHRS :
 - * M. les directeurs de : ARS, Regain, Grand Sauvoy, Alizés
- Les opérateurs d'Accompagnement social :
 - * M. les directeurs de : ARS, Regain, UDAF, Le Grand Sauvoy, Alizés
 - * Mme la présidente de Tremplin
- Les associations :
 - * Mme la directrice de l'ADIL
 - * M. les présidents de : CGL, DAL
 - * Mme la présidente de la CLCV
- Divers :
 - * M. le directeur général de l'Agence régionale de la Santé
 - * M. le président de la Commission DALO

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur général des services départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 3 décembre 2012

Le Préfet
de Meurthe-et-Moselle,
Raphaël BARTOLT

Le Président du Conseil Général
de Meurthe-et-Moselle,
Michel DINET

DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté du 6 décembre 2012 accordant subdélégation de signature par le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale,
Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation modifié par le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique et notamment ses articles R222-19-3, D 222-20,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements,

VU le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique et notamment son article 6 –II,

VU le décret du Président de la République en date du 7 mai 2009 nommant Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle (directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er février 2012),

VU le décret du Président de la République en date du 10 septembre 2010 nommant Madame Christine DODANE-BEGUE, inspectrice d'académie, inspectrice pédagogique régionale, dans l'emploi d'inspectrice d'académie adjointe de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er août 2010 (directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale à compter du 1er février 2012),

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2009 portant affectation de Madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale, en qualité d'inspectrice de l'éducation nationale adjointe à l'inspecteur d'académie, à compter du 1er janvier 2010 (inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur académique des services de l'éducation nationale à compter du 1er février 2012),

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2011 nommant Monsieur David-Olivier COMTE, conseiller d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en qualité de secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle à compter du 2 mai 2011 (secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er février 2012),

VU l'arrêté du 1er février 2012 du recteur de l'académie de Nancy-Metz relatif à l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'académie de Nancy-Metz et aux attributions de ses services académiques et départementaux,

VU l'arrêté du 1er février 2012 du recteur de l'académie de Nancy-Metz relatif à la mutualisation des moyens entre les services académiques et les services départementaux de l'académie de Nancy-Metz,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°11.OSD.15 du 22 août 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnancement secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et notamment ses articles 4 et 10,

ARRETE

Article 1er : En cas d'absence ou d'empêchement du directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à :

- Madame Christine DODANE-BEGUE, directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale,

à l'effet de signer, au nom directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et dans la limite des délégations reçues par ce dernier, les actes, les décisions et les correspondances relatives au pilotage des politiques pédagogiques et éducatives, à la gestion des personnels de direction et à celle des moyens des écoles et des collèges.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à :

- Madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur académique des services de l'éducation nationale,

à l'effet de signer, au nom directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et dans la limite des délégations reçues par ce dernier :

- Les rapports d'inspection, la notation, les autorisations d'absence et les avis sur les projets de mobilité des enseignants du premier degré, les correspondances dans le cadre de la relation hiérarchique avec ces derniers ;

- Les sorties scolaires avec nuitées ;

- Les agréments des intervenants extérieurs ;

- Les correspondances usuelles avec les divers partenaires de l'école.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à :

- Monsieur David-Olivier COMTE, secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle,

à l'effet de signer, au nom directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et dans la limite des délégations reçues par ce dernier, les actes, les décisions et les correspondances élaborées dans le cadre de leurs activités d'administration et de gestion (dont celles mentionnées par l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°11.OSD.15) par les services placés sous l'autorité du directeur académique précédemment cité par :

- l'article 3 de l'arrêté du 1er février 2012 relatif à l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'académie de Nancy-Metz et aux attributions de ses services académiques et départementaux,

- l'arrêté du 1er février 2012 relatif à la mutualisation des moyens entre les services académiques et les services départementaux de l'académie de Nancy-Metz.

Les actes, les décisions et correspondances mentionnés à l'alinéa précédent et qui sont relatifs à des domaines pour lesquels la directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale ou l'inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur académique des services de l'éducation nationale bénéficient en application des articles 1 et 2 du présent arrêté d'une délégation de signature peuvent être signés par secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle en cas d'absence ou d'empêchement de la directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale ou l'inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur académique des services de l'éducation nationale.

Article 4 : L'arrêté du 2 février 2012 accordant subdélégation de signature est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 décembre 2012

Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale,
Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe PICOCHÉ

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES

Délégation de signature du 20 novembre 2012 de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du C.H.U. de Nancy

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général, Président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation principale à M. Ahmed EL BAHRI, directeur adjoint pour signer en ses nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Et donne délégation secondaire à M. Pascal TAFFUT, Directeur Adjoint, pour signer en ses nom et place, en cas d'empêchement de M. EL BAHRI toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Article 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,

- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation se substitue à la délégation du 23 juillet 2012.
Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 20 novembre 2012

Le Directeur Général,
Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Ahmed EL BAHRI, Directeur adjoint,
- Pascal TAFFUT, Directeur adjoint.

Délégation de signature du 12 décembre 2012 de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du C.H.U. de Nancy

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général, Président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
 - confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
 - sanction disciplinaire,
- concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux Articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines, et à Monsieur Philippe BOUC, Directeur Adjoint des Ressources Humaines pour signer aux nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Article 3 : En l'absence de Madame Diane PETTER, et de Monsieur Philippe BOUC, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Ahmed EL-BAHRI.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRE
- Monsieur Philippe BOUC
- Madame Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Florent CAVELIER
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Ahmed EL-BAHRI
- Madame Maud FERRIER
- Monsieur Jérôme GOEMINNE
- Monsieur Xavier HUARD
- Madame Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER
- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX
- Madame Aurélie PRETAT
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Madame Julie THUILLEAUX
- Madame de TOMMASO Françoise
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIDREQUIN
- Monsieur Philippe WERNERT

b) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux notateurs N1, N2 et N3 listés sur le Portail sécurisé INTRANET du CHU de Nancy/page 2 applications sécurisées/entretiens annuels. Dans ce cadre strict, une délégation de signature leur est accordée à ce titre et découle uniquement de ce dispositif.

c) à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Madame Sabine LARDIN pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Monsieur Nicolas SAUFFROY et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Patrick ALBERT, Attaché d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur adjoint ainsi qu'en l'absence de ces derniers à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, Directeur des Finances.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 décembre 2012

Le Directeur Général,
Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation (engagement des dépenses) :

- Ahmed EL-BAHRI,
- Diane PETTER,
- Philippe BOUC.

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Avis de concours interne sur épreuves de Technicien Supérieur Hospitalier 2ème classe en date du 29 novembre 2012

En application du Décret n°2011-744 du 27 juin 2011 portant statut particulier du corps des techniciens et techniciens supérieurs hospitaliers, un concours interne sur épreuves de technicien supérieur hospitalier 2ème classe est ouvert pour pourvoir un poste dans la spécialité suivante :

- ☐ Logistique et activités hôtelières.

Peuvent faire acte de candidature à ce concours, les candidats :

- ☐ Fonctionnaires et agents des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986, aux fonctionnaires et agents de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale,
- ☐ Comptant au moins 4 ans de services publics au 1er janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé.

Les demandes d'admission à concourir doivent comporter :

- ☐ Une demande d'admission à concourir établie sur papier libre,
- ☐ Un Curriculum Vitae détaillé sur papier libre,
- ☐ Une attestation employeur justifiant des 4 ans de services publics au 1er janvier 2012,
- ☐ Un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle que vous pourrez retirer sur demande au service Ressources Humaines de l'Établissement.

Et sont à adresser à :

Monsieur le Directeur de la Maternité Régionale Universitaire
Ressources Humaines- suivi concours
10 rue du Docteur Heydenreich, CS 74213
54042 NANCY cedex

Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis sur le site de l'Agence Régionale de Santé Lorraine, par lettre recommandée (cachet de la poste faisant foi).

Nancy, le 29 novembre 2012

Pour le Directeur,
La Directrice Adjointe,
Clémence MAINPIN

Avis de concours externe sur titres de Technicien Supérieur Hospitalier 2ème classe en date du 29 novembre 2012

En application du Décret n°2011-744 du 27 juin 2011 portant statut particulier du corps des techniciens et techniciens supérieurs hospitaliers, un concours externe sur titres de technicien supérieur hospitalier 2ème classe est ouvert pour pourvoir un poste dans la spécialité suivante :

- ☐ Techniques biomédicales.

Peuvent faire acte de candidature à ce concours, les candidats :

- ☐ Titulaire d'un diplôme sanctionnant deux années de formation technico-professionnelles homologuée de niveau III
Ou
- ☐ Titulaire d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un des titres ou diplômes dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007.

Les demandes d'inscription à concourir doivent comporter :

- ☐ Une demande d'admission à concourir établie sur papier libre,
- ☐ Un Curriculum Vitae détaillé sur papier libre mentionnant les notions d'actions de formations suivies, accompagné d'attestations employeurs,
- ☐ Une copie conforme des titres ou diplômes acquis,
- ☐ Une photocopie du livret de famille ou de la carte nationale d'identité française ou de ressortissant de l'un des États membres de l'Union européenne,
- ☐ Un état signalétique des services militaires ou une photocopie de ce document, ou, pour les candidats n'ayant pas accompli leur service national, une pièce attestant leur situation au regard du code du service national,
- ☐ Un état signalétique des services publics accompagné de la fiche de poste occupé.

Sont à adresser à :

Monsieur le Directeur de la Maternité Régionale Universitaire
Ressources Humaines- suivi concours
10 rue du Docteur Heydenreich, CS 74213
54042 NANCY cedex

Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis sur le site de l'Agence Régionale de Santé Lorraine, par lettre recommandée (cachet de la poste faisant foi).

Nancy, le 29 novembre 2012

Pour le Directeur,
La Directrice Adjointe,
Clémence MAINPIN

CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES AFFAIRES MEDICALES

Avis de concours sur titres de Cadre de Santé en date du 3 décembre 2012

Un concours sur titres aura lieu au Centre Hospitalier Ravenel dans les conditions fixées à l'article 2 du décret du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 2 postes de Cadre de Santé vacants dans les établissements et les filières suivantes :

- Centre Hospitalier RAVENEL : 1 poste filière infirmière
- Centre Hospitalier de NEUFCHATEAU : 1 poste filière infirmière

Concours sur titres interne :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un corps de la filière dans laquelle elles postulent, le tout au 1er janvier de l'année du concours.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER RAVENEL
Direction des Ressources Humaines
1115 Avenue René Porterat
B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

dans les 2 mois suivant la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures de la Région.

Mirecourt, le 3 décembre 2012

Pour le Directeur, PO,
La Responsable D.R.H.,
Françoise HAXAIRE

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Décision d'ouverture d'un concours sur titres interne pour le recrutement de deux Cadres de Santé en date du 12 décembre 2012

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun,

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

VU le décret 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

VU l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

VU la vacance de 3 postes de Cadres de santé diffusée les 12 septembre 2012 et le 27 septembre 2012 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

DECIDE

Article 1er : Un concours sur titres INTERNE est ouvert à partir du 1er février 2013 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir 2 postes vacants de Cadre de santé (filière infirmier) dans l'établissement.

Article 2 : Peuvent être candidats les fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de Cadre de santé relevant des corps régis par les décrets :

- portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière ;
- portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière ;
- portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière ;

comptant au 1er janvier 2013, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, ainsi que les agents non titulaires de la Fonction Publique Hospitalière, possédant l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et le diplôme de Cadre de santé ayant accompli au moins 5 ANS de services publics effectifs au 1er janvier 2013 en qualité de personnel de la filière infirmière, de rééducation ou médico-technique.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de santé ;
- un CV établi par le candidat sur papier libre ;
- un certificat de travail justifiant de la durée des services accomplis.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Article 5 : Le concours pourra être organisé au plus tôt UN mois après la date de clôture des inscriptions, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2002 susvisé.

Verdun, le 12 décembre 2012

Le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines,
F. DELHOUSTAL

Décision d'ouverture d'un concours sur titres externe pour le recrutement d'un Cadre de Santé en date du 12 décembre 2012

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun,

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

VU le décret 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

VU l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

VU la vacance de 3 postes de Cadre de santé diffusée le 12 septembre 2012 et le 27 septembre 2012 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

DECIDE

Article 1er : Un concours sur titres EXTERNE est ouvert à partir du 1er février 2013 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir un poste vacant de Cadre de santé (filiale infirmier) dans l'établissement.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps :

- des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière ;

- des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière ;

- des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière ;

et du diplôme de Cadre de santé ou certificat équivalent, ayant exercé dans le secteur privé ou public une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins 5 ans à temps plein ou d'une durée de cinq ans d'équivalent temps plein au 1er janvier 2013.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de santé ;

- un CV établi par le candidat sur papier libre ;

- un certificat de travail justifiant de la durée des services accomplis.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé

Article 5 : Le concours pourra être organisé au plus tôt UN mois après la date de clôture des inscriptions, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2002 susvisé.

Verdun, le 12 décembre 2012

Le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines,
F. DELHOUSTAL

FRANCE TELECOM

Avis concernant la publication de travaux de construction d'un nouveau réseau de communications électroniques sur les communes de VERNEVILLE (code postal 57130, code INSEE 57707) et SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (code postal : 57118, code INSEE : 57620)

Nous vous informons que France Télécom va procéder à des travaux et construire un nouveau réseau de communications électroniques sur les communes de VERNEVILLE (code postal 57130, code INSEE 57707) et SAINTE MARIE AUX CHENES (code postal : 57118, code INSEE : 57620).

Le réseau sera créé le long de la RD 11 et aura une longueur de 590 m en 3 tronçons. Coordonnées Lambert des tronçons :

RD11, VERNEVILLE, 228m : origine : X : 867865 & Y : 2467010 ; destination : X : 867683 & Y : 2467145

RD11, STE MARIE AUX CHENES, 159m : origine : X : 867191 & Y : 2471670 ; destination : X : 867163 & Y : 2471512

RD11, STE MARIE AUX CHENES, 203m : origine : X : 867282 & Y : 2472213 ; destination : X : 867229 & Y : 2472027.

Ces travaux n'entrent pas dans le cadre des coordinations, enfouissements et dissimulations de réseaux et ils seront effectués en micro-tranchée et en tranchée traditionnelle, conformément au règlement de voirie.

En application de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009, (art. L. 49 du Code des Postes et Communications Electroniques) et du décret n° 2010-726 du 28 juin 2010, les collectivités ou opérateurs devront faire connaître dans un délai de six semaines à compter de la présente publication, leur intérêt pour ce projet.

Sans aucune réponse dans un délai de 6 semaines suivant la publication, France Télécom procèdera à l'activation de la phase opérationnelle.

La demande motivée de l'opérateur ou de la collectivité territoriale, est à adresser en lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse suivante :

France Télécom
UPR Nord Est
73 rue de la Cimaise
59650 Villeneuve d'Ascq

Mail : uprne.artquaranteneuf@orange.com

